

*l'Anti*capitaliste

n°240 | 1er mai 2014 — 1,20 €

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

Contre le gouvernement PS-Medef



**Ce n'est
qu'un début,
le combat
continue!** ★

Dossier

«Dépendance»
arrêtez la poudre aux vieux!

Pages 6 et 7



ÉDITO

«La colère est toujours en train de bouillir» Page 2

PREMIER PLAN

Alstom: Monopoly antisocial Page 3

ACTU INTERNATIONALE

Israël-Palestine: une «crise» qui vient de loin Page 5

LIBRE EXPRESSION

Tribune de Maurice Rajsfus Page 12





Par HENRI WILNO

«La colère est toujours en train de bouillir»

La grève de l'usine de chaussures Yue Yuen de Dongguan dans le sud-est de la Chine (qui fabrique pour Nike, Adidas, etc.) a concerné plus de 30 000 ouvrières et ouvriers (les femmes y sont majoritaires). Commencée les 13 et 14 avril, c'est le plus important mouvement intervenu en Chine depuis longtemps. Sa raison essentielle? La firme ne s'acquiesce pas des cotisations sociales pour la retraite et pour le fonds d'acquisition d'un logement: les retraites des ouvriers seront donc misérables. S'y est ajouté l'exigence d'un réajustement salarial. Après trois jours de grève, la direction a cédé sur une prime salariale et a annoncé qu'elle paierait désormais les cotisations sociales. Les grévistes ont refusé de reprendre le travail car ils craignent que les cotisations non versées dans le passé le restent. La répression policière s'est déchaînée, des militants arrêtés, et la police a «visité» les logements des grévistes. Lundi 28 avril, après deux semaines de lutte, des milliers de travailleurEs (les quatre cinquièmes de l'effectif de l'usine selon certaines informations) ont cessé la grève.

Les travailleurs et travailleuses se sont donc heurtés au Parti-État au service de leur employeur privé. Mais la grève de Yue Yuen est loin d'être la seule. Un important mouvement a eu lieu, par exemple, en avril dans les transports publics de Shenzhen. À travers ces actions, se dégage progressivement une nouvelle génération militante, telle cette jeune conductrice de bus de 19 ans interviewée après que, le matin du 21 avril, elle a été tirée de son dortoir par les cadres de la compagnie de bus et forcée de reprendre le travail: «La grève est finie pour l'instant, aucune de nos revendications n'a été satisfaite mais la colère est toujours en train de bouillir».

En août 2011, un économiste phare du camp altermondialiste, Frédéric Lordon, écrivait que salariés français et chinois étaient placés dans un «rapport d'antagonisme» et qu'«en appeler à la solidarité de classe franco-chinoise procédait d'un universalisme abstrait ignorant des données structurelles concrètes». C'est Lordon qui ignore les «données structurelles concrètes» qui font que les luttes des travailleurs sont en train de changer la Chine. Pour reprendre un titre des Échos du 22 avril, «la fin du modèle low cost» s'annonce. Notre internationalisme n'est pas une lubie: il s'appuie sur des faits et une nécessité objective. Vive la lutte des travailleurs chinois!

BIEN DIT

Dans le fond, eux et nous sommes semblables. Chaque camp se revendique patriote. Chaque camp dit défendre sa terre et croit que l'autre est manipulé. Alors que nous avons un ennemi commun bien plus terrible. Les pro-russes hurlent contre Kiev, mais leur vrai ennemi, ce sont les élites locales corrompues. Le nôtre aussi.

SEMION, membre d'un groupe de volontaires ukrainiens dans l'est de l'Ukraine, cité par le Monde du 28 avril 2014.

À la Une

Ce n'est qu'un début, le combat continue!

Après la débâcle des municipales, le rejet des politiques gouvernementales, Hollande a pourtant creusé le sillon de son orientation, avec la nomination de Manuel Valls chargé d'aller plus vite vers un double cap: l'austérité à perpétuité pour les salariéEs et les cadeaux sans fin pour le patronat!

Note salée pour les salariéEs et la population

Il y a d'abord les 30 milliards de cadeaux aux patrons, en particulier sous la forme de suppression de cotisations sociales. Déjà appliquée pour tous les salaires inférieurs à 1,6 fois le Smic, la suppression serait étendue, avant 2017, jusqu'à ceux qui atteignent 2,1 fois le Smic, soit pour 90% des salaires. Ce salaire collectif socialisé, payé par les cotisations sociales, c'est le nôtre. Mis en commun dans les caisses de la sécu, il permet d'assurer la protection sociale de toutes et tous mais a toujours été contesté par les patrons, et les gouvernements successifs ont bien souvent conduit des attaques brutales contre la sécurité sociale. Cette fois, au nom de la lutte contre «les abus de la protection sociale», sous les applaudissements de Gattaz et avec la complicité de certaines directions syndicales, Hollande trace bel et bien la voie de sa liquidation!

Ensuite, viennent les 50 milliards d'économies d'ici 2017: un démantèlement total, une casse drastique des services publics, ceux à dimension nationale tels La Poste, l'Éducation nationale, les transports publics, comme ceux de proximité: les crèches, les associations d'aide à la personne, la culture, l'éducation populaire... Tout cela sans oublier le gel des salaires des fonctionnaires, celui des retraites au-delà de 1200 euros et l'augmentation des impôts.

C'est eux ou nous!

L'ensemble dessine une aggravation de la société à deux vitesses. D'un côté, la majorité des travailleurs vont payer plus pour assurer leurs besoins vitaux avec moins de salaire. Les plus pauvres d'entre eux «bénéficieront» non pas de la solidarité mais des quelques miettes jetées par Valls, le non gel de leurs retraites ou de leurs minima sociaux, pour calmer la toute petite fronde de députés socialistes

menaçant de ne pas voter le soutien aux coupes sombres.

De l'autre, ça va bien pour les 1 ou 2% de la société: les profits augmentent, la baisse du prix de la force de travail devient loi, et de nouveaux services payants en matière d'éducation, de santé, de soins à la personne, de culture, seront mis sur le marché... pour celles et ceux qui pourront se les offrir.

Enfin, devant la vente à la découpe de l'énergie et de la construction de transports chez Alstom, le ministre du «Dépérissement» industriel, Montebourg, appelle à l'unité nationale! Nous pensons plus que jamais que l'énergie, les transports collectifs doivent être mis hors marché, retirés de la propriété privée des groupes industriels qui signifie bien souvent leur faillite. Nous saurions mieux qu'eux décider de quelles énergies,

de quels transports nous avons besoin pour respecter notre santé et l'environnement!

Donner du souffle à une gauche de combat

Pour contrer ce «gouvernement de combat», il faut plus que jamais une gauche de combat. Une gauche qui fédère les résistances et les luttes, qui ne transige pas avec les intérêts des salariéEs, des jeunes, du plus grand nombre. Une gauche qui sache donner du souffle, avec toutes les forces qui le voudront, à l'opposition que ce gouvernement mérite.

Le 12 avril a été une première réussite pour reprendre la rue et affirmer que nous ne voulons plus d'une politique au service des riches conduite par des politiciens qui ne nous représentent pas. Nous avons commencé à construire: des collectifs locaux

unitaires, parfois issus de la campagne municipale; dans les syndicats, le débat a été vif, et une douzaine de fédérations nationales CGT ont en particulier appelé au 12; des associations, notamment celles qui se battent pour l'égalité des droits, tirent aussi des bilans positifs de cette journée. C'est dans ce sillage que doit se situer ce 1^{er} Mai 2014: à la hauteur de notre colère et de notre espérance, de notre certitude qu'ensemble, nous devons changer ce monde! Il faut continuer, aller plus loin même: en premier lieu se battre pour le retrait du Pacte de responsabilité, mettre en débat des mesures d'urgence pour rompre avec le capitalisme, décider toutes et tous ensemble des formes de nos actions. Bref, prendre nos affaires en main. Après le 12 avril, après le 1^{er} Mai, on continue!

Roseline Vachetta



EUROPÉENNES

Cinq listes anticapitalistes pour prendre nos affaires en main

La campagne pour les élections européennes est lancée, donnant lieu à un concours de démagogie entre le PS et l'UMP affolés devant l'abstention, le rejet de leur politique. Un concours que le FN est en train de gagner haut la main.

Le PS a bien du mal à convaincre que voter pour lui ce sera «choisir l'Europe», pour une «Europe qui protège», ou à être crédible quand il fustige «l'austérité». Cambadélis est pour le moins ridicule quand il déclare que «les critères de 3% ne peuvent être appliqués dans la crise que nous vivons. Il faut d'autres règles d'après-crise»... au moment même où son gouvernement impose

de façon drastique une cure d'austérité en invoquant ces 3%! Et comment le croire aussi quand il tente d'expliquer que si la gauche est majoritaire, elle aura «plus de marge de manœuvre. [...] Alors, tout le climat politique changera et, dans la foulée, le climat politique français». Et cela d'autant que Martin Shultz, le chef de file des listes PS, est président du Parlement européen, candidat

de la gauche européenne à la présidence de la Commission... et fervent défenseur des 3%. Lui aussi est bien peu crédible quand il prétend s'attaquer «à la spirale mortelle de l'austérité».

L'UMP court derrière le FN
La fronde au sein de l'UMP contre Alain Lamassoure, tête de liste en Île-de-France – fronde dirigée par Guaino et Wauquiez qui prétendent

revenir à une Europe des six – est symptomatique de la crise qui traverse la droite menacée d'être dépassée par le FN. Si, bon an mal an, Copé a réussi à ressouder les rangs, c'est en leur cédant pour venir sur le terrain du FN. Se faisant le champion d'une Europe des nations, il part en guerre contre l'immigration. En évitant de dénoncer trop brutalement le «pacte sur l'immigration

et l'asile» adopté il y a six ans par l'Union européenne présidée par Sarkozy, il fait de son application la cible de ses attaques et propose que la France se retire des accords de Schengen si des «progrès sérieux» dans son application ne sont pas intervenus «dans les 12 mois». Cette démagogie qui fait des immigrés des boucs émissaires contribue à renforcer le FN qui défend le retour

Un monde à changer

CAMBODGE. Dans le monde tel qu'il est, l'enfer est pavé de «bonnes intentions». Au Cambodge, des centaines de familles expropriées de leurs terres font résistance à de puissants industriels du sucre. En permettant aux pays les moins avancés d'exporter sans droits de douane vers le marché européen, l'initiative européenne «Tout sauf les armes» a en effet attisé les convoitises de capitalistes flairant la bonne occasion.

Le gouvernement cambodgien a exproprié 75 000 hectares, essentiellement des rizières et des vergers. 12 000 personnes ont perdu leurs terres et leurs moyens de subsistance, et ont été très mal indemnisés. Les villages ont été rasés et les récoltes détruites. Le tout s'est bien sûr fait dans des conditions de violence inouïe et au profit

d'investisseurs privés proche du gouvernement. Sur ces terres, de la canne à sucre a été plantée aux dépens des cultures vivrières, et l'Europe absorbe aujourd'hui 97% du sucre cambodgien... Les paysans spoliés n'ont plus pour vivre qu'à travailler dans les plantations ou les sucreries pour un salaire de deux euros par jour. Celles et ceux qui ont tenté de résister à l'accaparement de leurs terres ont dû faire face à l'intimidation des forces de police, à des arrestations arbitraires. Des ONG, notamment Peuples Solidaires, se sont insurgées, et ont demandé à l'Union européenne de mettre le Cambodge face à ses responsabilités. Mais à ce jour, la Commission européenne traîne les pieds et se contente d'appels peu motivants au gouvernement cambodgien...

ALSTOM **Monopoly antisocial**

L'histoire d'Alstom a toujours été au cœur de jeux industriels et financiers français. Une longue histoire...

Alstom résulte du rapprochement de la Société alsacienne de constructions mécaniques et de la Compagnie française pour l'exploitation des procédés Thomson Houston (CFTH). En 1969, la Compagnie générale d'électricité (CGE), symbole des entreprises bichonnées par la politique gaullienne d'indépendance nationale, devient l'actionnaire majoritaire d'Alstom. C'est dans cette même logique que la CGE sera nationalisée en 1982. Mais avec le revirement économique-politique de Mitterrand, la CGE est reprivatisée en 1987. De regroupements en cession d'activités, Alstom se retrouve en difficultés industrielle et financière et proche de la faillite. Le groupe a notamment été handicapé par le siphonnage de sa trésorerie par Alcatel avant son introduction en Bourse.

Stratégies patronales, politiques libérales

C'est dans cette situation que l'État français entre en 2004 dans le capital d'Alstom au niveau de 21%. Certaines activités du groupe sont vendues (les turbines industrielles à Siemens, la division transmission et distribution d'énergie à Areva), mais le dépeçage du groupe est évité, et Sarkozy put se vanter d'avoir sauvé Alstom et les 2800 emplois du site de Belfort. Nationalisation des difficultés, privatisation



Le ridicule ne tue pas... Eh bien si ! DR

des bénéfiques. Trois ans plus tard, l'État revend ses parts au groupe de BTP Bouygues qui est, jusqu'à aujourd'hui, premier actionnaire d'Alstom, avec 29,4% du capital. Face aux nouvelles difficultés liées à la crise économique, mais après cinq années où les actionnaires ont quand même pu empocher 1,3 milliard d'euros, Bouygues préfère ramasser sa mise et la placer dans des secteurs plus rentables. Une ouverture des livres de comptes sous contrôle des salariés permettrait de mettre en évidence que les actionnaires se sont largement servis au détriment des salaires et des investissements. D'ailleurs, toutes les manœuvres en cours se passent dans une telle obscurité

que Montebourg s'en est ému et a saisi mardi 29 avril l'Autorité des marchés financiers (qui, bien sûr, n'est pas une garantie)!

Les apprentis sorciers

L'annonce des négociations entre la direction d'Alstom et General Electric a déclenché un tsunami. Siemens s'est mis sur les rangs. Les apprentis sorciers industriels et politiques se mobilisent au nom du «patriotisme économique». Une solution alternative autour d'EdF serait envisagée par le gouvernement. Mailly pour FO, Mélenchon pour le Front de gauche, réclament, eux, une nationalisation provisoire, forme qui se veut radicale d'un nouveau «sauvetage» par l'État avant de reprivatiser.

Il est difficile de savoir ce qui va exactement en sortir mais une chose est sûre : ni le privé, ni la nationalisation temporaire ne sont des solutions. D'un côté, le groupe Pechiney a déjà expérimenté la stratégie du rachat par le groupe canadien Alcan, où le pillage économique fut accompagné par la fermeture de 90% des sites. De l'autre, les expériences de PSA ou de Renault montrent que l'entrée de l'État dans le capital d'un groupe n'est une garantie ni industrielle, ni en matière sociale ou d'emploi.

Une seule solution, l'expropriation

Pour les salariés d'Alstom, l'essentiel est la sauvegarde des 18 000 emplois. Pour défendre ces emplois, pas question de faire confiance à General Electric, Siemens ou à un patron privé français. L'expropriation d'un tel groupe est la seule réponse à la hauteur des enjeux sociaux. Elle l'est d'autant plus que l'État est le principal client du groupe, à hauteur de 50%, à travers les commandes d'entreprises publiques nationales comme la SNCF et EdF, pour des secteurs – transports en commun, fabrication et distribution de l'énergie – qui constituent des enjeux essentiels tant du point de vue des besoins sociaux collectifs que du point de vue écologique.

Robert Pelletier

aux contrôles aux frontières, la sortie de l'euro et le retour au franc...

Ne pas céder un pouce au FN

«Lorsqu'il propose de sortir de l'euro, le FN propose une catastrophe économique, une guerre des monnaies», dénonce Trautmann (PS) contre Philippot au cours d'un débat dans la circonscription Est. Certes, mais cela ne rend pas la politique menée par le PS, dans la continuité de l'UMP, plus acceptable ni ne masque son échec. Le repli national défendu par le FN est une réponse du point de vue des classes dominantes à la crise de l'Europe de Maastricht et de Lisbonne menacée d'effondrement. La réponse aux drames sociaux, humains qu'engendrent la politique des



Schultz et Cambadélis en pleine campagne contre l'austérité... DR

gouvernements, de droite ou de gauche, alliés à la troïka et soumis aux multinationales et aux banques, n'est ni dans la démagogie de ceux qui voudraient nous (re)vendre l'Europe capitaliste ni dans les mensonges de ceux qui voudraient nous

faire croire qu'il suffirait de rompre avec l'Europe pour que tout aille mieux. Les uns et les autres nous prennent pour des gogos. S'abstenir comme s'apprentent à le faire une large majorité d'électeurs est une façon de leur tourner le dos mais

elle leur laisse le terrain. Elle laisse le terrain à nos pires ennemis, ceux qui rêvent d'enfermer les travailleurs dans la prison des frontières pour mieux les soumettre aux patrons.

Agir ensemble pour tout changer

Le bulletin de vote peut permettre de dire clairement aux politiciens professionnels que nous ne sommes pas dupes et que nous ne nous laisserons pas faire. C'est pourquoi, malgré les obstacles financiers qui limitent notre campagne, le NPA présente des listes dans cinq circonscriptions, des listes intitulées : «Pour une Europe des travailleurs et des peuples, envoyons Valser l'austérité et le gouvernement !» Elles seront conduites par Olivier

Besancenot dans l'Île-de-France, Christine Poupin dans le Nord-Ouest, Philippe Poutou dans le Sud-Ouest, Gaël Diaferia dans l'Est et Pierre Le Ménahès dans l'Ouest.

Un mois pour faire campagne. Une campagne modeste mais une campagne importante pour donner de la crédibilité à la seule perspective qui existe pour le monde du travail, la jeunesse : leur propre intervention, par delà les frontières, sur le terrain où se joue leur sort, celui de la lutte politique.

Yvan Lemaître

En insert de ce numéro, vous trouverez le 4 pages de la campagne européenne du NPA.

Le chiffre

72%

D'après une enquête Santé et itinéraire professionnel, 72% des salariés se déclarent exposés aux facteurs de risques psychosociaux dans leur travail, avec notamment 15% qui sont exposés à un travail exigeant et intensif, 13% qui déclarent à la fois un manque de reconnaissance professionnelle et des relations de travail difficiles, et 9% qui peuvent être qualifiés de surexposés car ils cumulent plusieurs facteurs de risque. Seuls 28% des salariés ne déclarent pas ou peu d'exposition...



Agenda

Samedi 3 mai, fête du NPA 75,

Paris. À partir de 13h, débats, film, expos, buvette, repas, spectacle pour enfants, concert... Salle Olympe-de-Gouges (15 rue Merlin, Paris 11^e).

Mardi 13 mai, Société Louise-Michel,

Paris. Réunion avec Gilles Perrault, à 19h au Lieu-dit. 6 rue Sorbier, Paris 20^e.

Samedi 24 mai, anniversaire de la Commune,

Paris. Montée au mur des fédérés, rendez-vous samedi 24 mai à 14h30, à l'entrée du Père-Lachaise, rue des Rondeaux, Paris 20^e.

24-27 août, 6^e Université d'été

du NPA, Port Leucate. Accueil à partir du samedi 23 août à 14h, et départ le jeudi 28 août après le petit-déjeuner.

NO COMMENT

Le Brésil, faites un effort pendant un mois, calmez-vous ! Rendez hommage à cette belle Coupe du monde. On a été au Brésil pour leur faire plaisir. J'avais dit la dernière fois, on va au Brésil, c'est comme si les Musulmans allaient à la Mecque, les Chrétiens à Rome et les Juifs à Jérusalem. [...] S'ils peuvent attendre au moins un mois avant de faire des éclats sociaux, ça serait bien pour l'ensemble du Brésil et la planète football.

MICHEL PLATINI, ancien joueur de football et président actuel de l'UEFA, vendredi 25 avril 2014.

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0414 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication :**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction :**
Manu Bichindaritz

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

PS Beaucoup de bruit pour rien

Depuis le vote de confiance, il y a trois semaines, de plus en plus de députés de la majorité ont menacé, ces derniers jours, de ne pas voter le plan d'économie de 50 milliards, ouvrant ainsi une crise sans précédent au Parti socialiste. Ambiance, ambiance... mais « l'essentiel » est sauf!

Ce mardi 29 avril, les députés se sont prononcés sur le grand plan d'économies, qui sera ensuite décliné dans plusieurs textes budgétaires d'ici l'automne. De nombreux députés de la majorité, et pas seulement de la dite « gauche du PS », ont, depuis l'annonce de ce plan, menacés sur tous les tons qu'ils risquaient de ne pas le voter, certains proposant même une alternative... un nouveau plan d'austérité réduit à 35 milliards d'euros, une réorientation de la politique européenne, plus de crédits pour les investissements et des mesures en faveur du pouvoir d'achat. En un mot, un plan présenté comme moins « douloureux » mais s'inscrivant totalement dans la politique libérale menée par le gouvernement.

Le bâton

Cette « fronde » a donné quelques sueurs froides au gouvernement et à la direction du PS qui ont beaucoup fait ces derniers jours pour remettre au pas les députés. Dans un premier temps, c'est la méthode musclée qui a été choisie.

Le ton est donné par Bruno Le Roux, le président du groupe PS, qui a prévenu qu'il n'y avait « pas de vote sans conséquence », en indiquant que « si on n'accompagne pas le gouvernement, celui qui fait ça doit se poser la question d'appartenir à la majorité, au groupe, et au Parti socialiste ». Il a vite été rejoint par Michel Sapin ou encore par le nouveau secrétaire du PS, Cambadélis, pour qui « il faut savoir terminer une fronde ». On appréciera les références. Et dans le même temps que les menaces à peine voilées, les SMS et autres coups de fils, il y a eu aussi de nombreuses réunions pour tenter la « réconciliation ».



Christian Paul: mon Dieu faites que ce gouvernement réussisse... DR

La carotte

Jusqu'à la veille du vote, Valls lui-même a travaillé à stopper la « fronde » en mettant en scène les « nouvelles relations » entre les députés de la majorité et l'exécutif. C'est dans ce sens qu'il a rencontré une nouvelle fois une délégation des députés frondeurs pour leur faire connaître ses « propositions » et qu'il a envoyé une lettre de 4 pages à l'ensemble des députés PS.

Il a ainsi annoncé des mesurettes : pas de gel des petites retraites, le soutien au pouvoir d'achat pour les plus modestes, lutte contre la fraude fiscale... Et bien entendu il ne revient en aucun cas sur son plan d'austérité de 50 milliards d'euros et sur les cadeaux fiscaux aux entreprises!

Qui sont les ânes ?

Pour la majorité des frondeurs, ce qui compte, c'est que Valls ait écouté la pression parlementaire... Et rapidement, certains « frondeurs » rassurés ont affirmé que Valls avait entendu « le message de justice sociale » et sont rentrés dans le rang, annonçant leur intention de finalement voter le « programme de stabilité ». C'est le cas de la députée Karine Berger qui explique qu'« il y a une évolution substantielle sur 1,5 à 2 milliards d'euros. C'est un premier pas. On a eu raison de se mobiliser, et on restera attentif pour la suite. » D'autres restent sur leur abstention : Laurent Baumel salue des « avancées » qui ne vont pas assez loin, et Christian Paul, initiateur du « groupe des 100 », indique qu'« il ne s'agit pas d'un vote de défiance, mais d'un vote d'alerte ». Impressionnant...

Bref, la majorité est sauvée.

Sandra Demarcq

« PROGRAMME DE STABILITÉ » Valls fait l'aumône...

Ce mardi 29 avril, les députés se sont prononcés sur le programme économique de Valls. Celui-ci a déclaré dans son discours introductif que ce programme de stabilité concernant les finances publiques était « un énorme levier de confiance ». En fait, pour la majorité de la population, il s'agit d'un véritable coup de massue.

Le 16 avril dernier, Valls a présenté le plan d'économies de 50 milliards d'euros concocté avec Hollande. La protection sociale sera la plus affectée, avec 10 milliards en moins sur l'assurance-maladie et 11 milliards sur d'autres points (retraites, etc.). 18 milliards concerneront les dépenses de l'État et 11 milliards celles des communes (voir *L'Anticapitaliste* n°239 du 24 avril).

Alors que la crise et le chômage continuent de faire leurs ravages, un gouvernement de « gauche » ne craint donc pas de prendre des mesures qui toucheront avant tout ceux qui peinent à vivre. Les possédants sont dispensés de tout effort et le patronat bénéficiera de plus de 36 milliards d'euros grâce au Pacte de responsabilité. Ce dernier point est essentiel : ce n'est pas un simple plan d'austérité mais un gigantesque transfert des revenus de ceux d'en bas vers ceux qui dirigent l'économie. C'est bien cela le noyau dur du plan, que la plupart des députés PS, même ceux réticents devant les économies trop brutales, ne remettaient pas en cause.

Des mesurettes en guise de « reculs »

Le 29 avril, les députés avaient à se prononcer sur le programme de finances publiques 2015-2017 qui rassemble les deux volets : le plan d'économies et le Pacte de responsabilité. Le vote n'était que consultatif. Les vraies décisions se feront, elles, dans les lois et budgets à venir. Néanmoins, Valls préférerait avoir le maximum de votes « pour ». C'est le sens des mesurettes annoncées le lundi 28 avril, la veille du vote. Les retraités qui perçoivent

jusqu'à 1200 euros par mois (cumulé de la retraite de base et des pensions complémentaires) verront leur pension revalorisée comme prévu initialement (mais pas forcément au 1^{er} octobre pour des raisons informatiques). La mesure concerne au total 6,5 millions de personnes (sur 15 millions de retraités). Avec le gel des retraites, Manuel Valls tablait sur 1,3 milliard d'économies. Le geste annoncé représenterait 300 millions en moins.

Le Premier ministre a aussi annoncé que le revenu de solidarité active (RSA) va être augmenté de 2% le 1^{er} septembre. Valls est ainsi revenu sur sa décision de reporter d'un an cette revalorisation exceptionnelle, décidée dans le cadre du plan de lutte contre la pauvreté lancé en janvier 2013. Cela fait 200 millions d'euros de dépenses en plus. 300 + 200, nous en sommes à 500 millions d'euros, soit des cacahuètes par rapport aux 50 milliards d'économies!

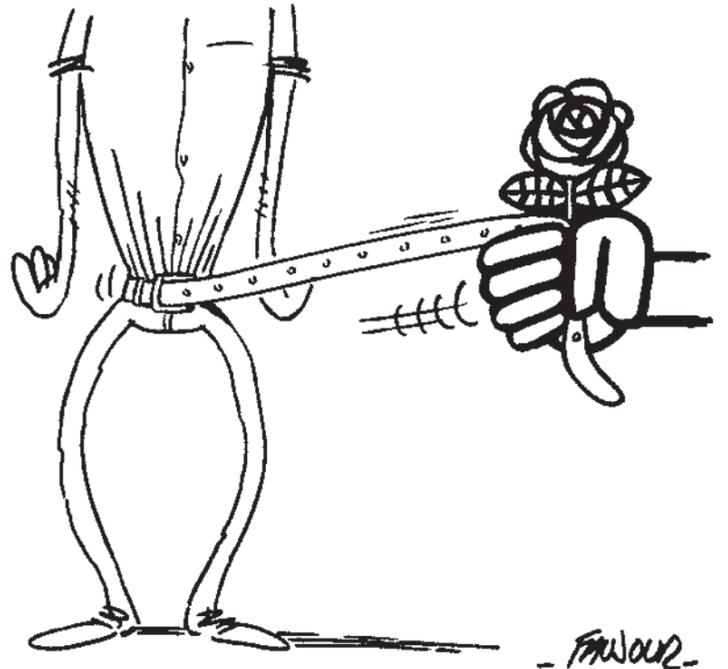
Et c'est tout ! Car pour les fonctionnaires, Valls a maintenu le gel du point d'indice et confirmé des mesures annoncées l'an dernier concernant les fonctionnaires les moins bien payés (catégories C et B en début de carrière). Une mesure de baisse d'impôt est annoncée pour les ménages « modestes » mais rien n'est précisé...

Valls séduit à droite

Avant le vote, Valls a adressé une lettre aux députés d'opposition où il invoque « l'intérêt supérieur de notre pays ». La droite l'a partiellement entendu. Le Premier ministre a réussi à obtenir l'abstention de la majorité du groupe « centriste » (jusqu'à récemment

dirigé par Borloo) : « cela va dans le bon sens » a déclaré son président. Par contre à l'UMP, c'est le vote contre, en partie pour des raisons tactiques. Copé dénonce un plan d'économies sans réforme, donc une « illusion d'optique », tandis que Fillon déclare : « Je ne peux que dire que la direction est bonne ».

plupart, au mieux abstenus. Pourtant, dans son discours précédant le vote, Valls les avait prévenus : « Le vote d'aujourd'hui est un moment de vérité. C'est un vote décisif qui marquera l'évolution de notre pays. ». Effectivement, sa portée va au-delà de son caractère consultatif. Il montre qu'il est



À gauche, on vote contre au PCF/ Front de gauche, ainsi que pour la majorité des Verts (même si quelques heures avant, c'était loin d'être tranché). Du côté du groupe PS, les trois « chevènementistes » ont voté contre tandis que les députés PS réticents se sont, pour la

vain de prétendre construire une majorité alternative à la politique de Hollande en courant après la « gauche du PS » comme le croit une large part du Front de gauche. Seule la mobilisation peut changer la donne.

Henri Wilno

SAINT-OUEN (93)

Le long calvaire des réfugiés syriens

À la rue pendant plusieurs semaines, les 41 familles syriennes dites « de Saint-Ouen » sont réunies par l'absence de logement et le règlement de Dublin II, qui affirme que c'est le pays où sont prises les empreintes qui est responsable de la demande d'asile...

Tout demandeur d'asile, avant de se rendre en préfecture, est errant et sans droit, une errance qui continue jusqu'à l'enregistrement de sa demande d'asile à l'OFPPA (Office français pour la protection des réfugiés et apatrides), laquelle lui ouvre, sur le papier du moins, le droit à un hébergement. Ceux de Saint-Ouen ne s'étaient pas encore rendus en préfecture, un certain nombre d'entre eux craignant avec raison de se voir renvoyés en Espagne, en raison de Dublin II.

Leur calvaire, dans un square sans eau et sans toilettes, a duré des semaines, marquées par l'intransigeance de la mairie de Saint-Ouen qui leur octroiera finalement 1200 euros pour qu'ils passent une nuit « ailleurs » afin de pouvoir fermer le square et de les renvoyer sur le trottoir... Leur précarité a suscité la générosité de riverains, de militants associatifs, d'anonymes et des mosquées du département. Une formidable solidarité quotidienne s'est ainsi mise en place (logements, nourriture...). Le Samu social affichait complet. C'est alors qu'un aréopage inattendu



Des enfants syriens de Saint-Ouen. DR

a fait irruption dans le square en la personne de Didier Leschi, préfet délégué à l'égalité des chances auprès du préfet du 93, et du directeur de l'OFPPA, Pascal Brice. La suite est connue : un « guichet unique » est improvisé à la préfecture de Paris et non à celle du 93, et on a décidé de déroger à Dublin II. Les requérants sont domiciliés, leurs empreintes prises, un récépissé de

six mois leur est délivré, le dossier OFPPA est rempli sur place et le récit de vie remplacé par un entretien sommaire. Leur demande de logement a obtenu une réponse immédiate.

La France, terre d'accueil ?

Ce guichet « ad hoc » concentre les démarches auprès de trois administrations (préfecture, OFPPA et OFII,

l'office français de l'immigration et de l'intégration) qui requièrent normalement des mois. La formule a répondu aux attentes des familles épuisées. Cerise sur la gâteau, la préfecture s'est même engagée à rembourser toutes les nuitées d'hôtel avancées par l'association Revivre ! C'est ainsi qu'ont progressivement disparu des médias « les réfugiés syriens de Saint-Ouen ». Mais au-delà de Saint-Ouen, rien n'est prévu pour les demandeurs d'asile qui continueront d'arriver, de Syrie ou d'ailleurs. Quant à la question des réfugiés syriens en France, elle se pose encore une fois avec acuité : il y a un mois, 85 d'entre eux auraient reçu un APRF (arrêté préfectoral de reconduction à la frontière). Une mesure qui ne correspond pas vraiment à la prétendue politique du ministère des Affaires étrangères, « France, pays d'accueil des réfugiés syriens », mais qui poursuit la politique d'entraves mises à l'arrivée des Syriens en France, le premier acte en ayant été le rétablissement du visa de transit aéroportuaire.

Correspondante

ISRAËL-PALESTINE Une « crise » qui vient de loin

« Israël suspend sa participation au processus de paix ». Au cours des derniers jours, ce titre a fait la une de nombreux médias, mais la majorité des observateurs ne semblent pas se poser une question pourtant essentielle : de quel « processus de paix » parle-t-on ?

Il est en effet particulièrement affligeant de constater que, malgré les évidences, nombreux sont ceux qui continuent d'alimenter la fable du « processus négocié », s'interrogeant sur les responsabilités des uns et des autres dans son « interruption ».

Un « processus de paix » ?

Voilà désormais plus de vingt ans que l'enfumage du « processus de paix » se poursuit, avec son cortège de formules passe-partout, de la « reprise des négociations » aux « concessions douloureuses » en passant par les « responsabilités partagées » et les « extrémistes qui sabotent la paix ». Durant ces vingt ans, des centaines de checkpoints ont été établis dans les territoires palestiniens, des murs ont été construits, la colonisation s'est poursuivie sans discontinuer, à un point tel que l'emprise israélienne sur les territoires occupés n'a jamais été aussi forte qu'elle ne l'est aujourd'hui. Il n'y a pas eu de « processus de paix » mais un processus de réorganisation de l'occupation, Israël faisant semblant de concéder une autonomie virtuelle aux Palestiniens tout en accentuant son contrôle réel sur la Palestine.

Ces vingt années ont certes été scandées de « moments de tension » et de « moments de calme », de « rupture du dialogue » et de « reprise du dialogue ». Mais la logique d'ensemble a toujours été la même : des « négociations » sans fin, durant lesquelles Israël modifie et accroît sans cesse ses exigences, tout en poursuivant sa politique coloniale et en rendant



Le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu. DR

les Palestiniens responsables de leur sort. Un chiffre récent, parmi tant d'autres, illustre cette réalité selon laquelle les « négociations » servent à dissimuler la réalité de l'entreprise coloniale israélienne : alors que les rencontres entre représentants israéliens et Palestiniens ont repris en 2013, la colonisation s'est dans le même temps accrue, avec une augmentation de 123%, par rapport à 2012, du nombre de mises en chantier dans les colonies israéliennes de Cisjordanie...

Réconciliation palestinienne ?

Loin de favoriser les Palestiniens ou d'équilibrer le rapport de forces en leur faveur, les prétendues

« négociations » servent en réalité les objectifs israéliens, en maintenant l'illusion d'un compromis possible entre le faible et le fort, avec pour arbitre les États-Unis, soit l'entraîneur de l'une des deux équipes.

Une illusion largement entretenue par une partie de la direction palestinienne, aujourd'hui regroupée autour de Mahmoud Abbas, qui a fait le choix de sacrifier les intérêts du peuple palestinien pour bénéficier de gratifications matérielles et symboliques accordées au compte-gouttes par l'occupant et ses alliés. Une illusion qui n'illusionne plus personne en Palestine aujourd'hui, y compris au sein de cette direction, qui cherche désormais par tous les

moyens à apparaître comme celui qui refuse de capituler totalement face à Israël, tout en essayant de maintenir en vie un « processus » dont elle est devenue dépendante. C'est paradoxalement dans ce cadre qu'il faut analyser la « réconciliation » palestinienne actée le 23 avril dernier par un accord entre l'OLP et le Hamas, qui prévoit la formation d'un gouvernement d'union nationale et l'organisation d'élections dans les territoires occupés. L'accord, signé par un Hamas en quête d'un nouveau souffle en raison de son isolement lié au blocus de Gaza, au putsch contre les Frères musulmans en Égypte et à l'affaiblissement diplomatique de son allié qatari, demeure certes flou sur nombre de questions essentielles et l'on ne peut qu'être sceptique quant à sa mise en application. Mais il pourrait toutefois conférer une légitimité nouvelle à un Mahmoud Abbas, largement décrié dans les territoires palestiniens en raison de sa stratégie uniquement axée sur les négociations, en « mouillant » le Hamas et en lui faisant porter la responsabilité d'une éventuelle rupture en cas de reprise du « processus ». Car la question des relations avec le Hamas est à appréhender comme un élément du rapport de forces dans les relations de Mahmoud Abbas avec le gouvernement israélien, un divorce avec le mouvement islamique pouvant facilement apparaître, dans un avenir proche, comme une concession exigeant des contreparties israéliennes. En d'autres termes, la crise n'est pas finie.

Julien Salingue

Le monde en bref

Bruits de bottes à l'est...

La situation est toujours tendue à l'est de l'Ukraine. Les actions menées par des éléments pro-russes réunissent assez peu de monde mais se multiplient, avec le soutien de personnages en uniforme sans insignes soupçonnés de venir directement de Russie. La Russie continue de jouer un jeu trouble mais il en est de même de l'Otan qui renforce sa présence autour des frontières russes. « Nous allons avoir plus d'avions dans le ciel, plus de navires en mer, et renforcer la préparation de nos forces terrestres » a expliqué le secrétaire général de l'Alliance, Anders Fogh Rasmussen, en dévoilant une série de mesures militaires décidées par les 28 pays membres. Les autorités américaines ont annoncé mardi 22 avril l'envoi de 600 soldats en Pologne et dans les pays baltes. D'autres pays de l'Otan sont de la partie : Grande-Bretagne, Danemark, Pologne, République tchèque, Portugal, Allemagne...

La France aussi participe à ces opérations. Elle a ainsi entrepris le déploiement de chasseurs et d'une centaine d'hommes à Malbork, dans le nord de la Pologne. L'armée de l'air française va participer à l'entraînement des aviateurs polonais et assurera des missions au-dessus de la mer Baltique. Par ailleurs, quatre navires de guerre français naviguent en mer Noire (pour l'instant, le ministère de la Défense n'a confirmé la présence que d'un seul). De tout cela, bien sur, le gouvernement ne parle pas : Hollande est vraiment un habitué des promenades militaires décidées sans consulter personne. Quant au peuple ukrainien, il n'a rien à gagner des manœuvres des impérialistes rivaux qui veulent chacun l'annexer à leur camp.

Cuba sur la voie de la Chine

Le 29 mars dernier, le Parlement cubain a adopté une nouvelle loi sur les investissements étrangers qui prévoit « un recours accru à l'investissement étranger » pour contribuer « efficacement au développement durable du pays et à la reprise de l'économie nationale ».

Les travailleurs de pratiquement tous les secteurs seront désormais livrés à l'exploitation du capital étranger. La loi énumère en effet 11 secteurs prioritaires : agricole et forestier, alimentaire, énergie et mines, sucre, métallurgique et mécanique, industrie légère et électronique, pharmaceutique et biotechnologique, commerce en gros, santé, construction, tourisme et transport.

Elle fait un pont d'or au capital : exonération d'impôts sur les bénéfices durant les huit premières années, et à discrétion pour des périodes plus longues, garantie contre l'expropriation, liberté de transférer à l'étranger, dans la monnaie de leur choix, profit et capital. Demeure une restriction : c'est une agence publique qui recrutera et paiera les travailleurs.

Dans le même temps, le ministre du Commerce a rappelé que les investisseurs étrangers bénéficieraient de la promotion de « zones spéciales de développement », équivalent des paradis du capital nommés Zones économiques spéciales en Chine. Celle de Mariel, de 450 km², adossée au port du même nom, à 50 km à l'ouest de la Havane, est en voie de construction par une entreprise brésilienne. Le terminal à conteneurs de Mariel remplacera le port de La Havane comme principale porte d'entrée des marchandises à Cuba, en plaçant l'île à la pointe de plates-formes logistiques qui tentent de profiter de l'élargissement du canal de Panama.

Un nouveau pas dans la soumission au capital, mais qui ne résoudra pas les problèmes économiques de Cuba, et encore moins les problèmes politiques.

NIGERIA Boko Haram ou la faillite d'un système

Au début sous-estimée, la secte islamiste Boko Haram prospère dangereusement sur le terreau de la misère sociale et de la corruption de l'équipe dirigeante.

En 2009, l'armée dut venir en aide à la police qui, au bout de cinq jours, n'arrivait pas à prendre le dessus dans le conflit qui l'opposait aux militants de Boko Haram. Mohammed Yusuf, son leader, fut fait prisonnier par les soldats puis confié à la police qui l'exécuta quelques heures plus tard avec des dizaines d'autres prisonniers. Cet épisode sanglant va façonner la seconde vie de Boko Haram.

Islam rigoriste

Auparavant, cette organisation dont le nom signifie « interdiction de la culture occidentale » (Boko venant de « Book », qui signifie livre en anglais, et « Haram » veut dire interdiction en arabe) était une organisation musulmane parmi tant d'autres. Née à Maiduguri dans l'État de Borno, elle se distingue par ses affrontements avec les forces de police. Son fondateur prône un islam rigoriste qui s'accompagne d'un discours contre la corruption des élites, la culture décadente et l'éducation occidentale qui pervertit le pays...

Elle recrute largement parmi la jeunesse déclassée, mais aussi parmi les diplômés sans travail et sans espoir d'en trouver. L'essentiel de ses forces



DR

militantes se trouve dans le nord du pays, région largement négligée par le pouvoir central en continuité de la politique colonialiste des Anglais. Cependant, les frontières de cette organisation sont loin d'être étanches avec une partie des élites dirigeantes du nord du pays.

Le Nigeria, premier pays africain producteur de pétrole qui vient de surpasser l'Afrique du Sud par son poids économique, reste une terre de profondes inégalités qui ne cessent de s'accroître. En effet, à côté de ses 455 millionnaires, les deux tiers de la population vivent en-dessous du seuil de pauvreté.

De la rébellion au terrorisme

Les événements de 2009 vont plonger cette organisation dans une spirale

de violence sans fin dont les victimes peuvent être les fonctionnaires, les chrétiens, mais aussi les musulmans qui ne respectent pas les préceptes de la secte. Face à Boko Haram, l'État nigérien va répondre avec le même degré de violence : massacre de populations soupçonnées de soutenir les rebelles, villages brûlés, exécutions extrajudiciaires en masse, détentions arbitraires et tortures dans les prisons qui constituent autant de crimes contre l'humanité. Ainsi les civils sont pris en otage entre le déferlement de violence des deux parties.

Par ses actions meurtrières, Boko Haram tente de dissuader les parents d'envoyer leurs enfants dans les écoles publiques. Leurs militants déjà avaient incendié le dortoir d'un

lycée de Buni Yadi faisant une quarantaine de morts parmi les élèves âgés de 11 à 18 ans. Il y a quelques jours, ils viennent d'enlever une centaine de collégiennes.

Cette descente aux enfers n'est pas inéluctable. Le Nigeria est un pays qui a une tradition ouvrière avec une forte implantation syndicale, même si ces syndicats sont dirigés, comme dans de nombreux pays, par des bureaucrates. La récente grève générale de plusieurs jours contre la suppression des subventions au carburant a démontré la capacité d'union dans la lutte, entre chrétiens et musulmans, contre les manœuvres partagées des gouvernants et de Boko Haram pour diviser la population. Le signe de l'espoir est là.

Paul Martial

Qu'est-ce que la perte d'autonomie ?

À la notion de « dépendance » qui sous-entend une mise sous la tutelle d'autres personnes ou d'institutions, nous préférons celle de « perte d'autonomie » qui concerne toutes les personnes âgées ou handicapées, qui doivent bénéficier de la solidarité afin de leur apporter une aide dans la vie quotidienne.

La perte d'autonomie, c'est l'incapacité pour une personne d'assurer, seule, certains actes de la vie courante pour des raisons aussi bien physiques que psychiques et à des degrés divers, en raison de différents facteurs, la situation sociale, familiale, matérielle (logement sans ascenseur par exemple) qui influent sur la vie de chacun. La perte d'autonomie ne concerne pas que les personnes âgées : à tout âge chacun peut perdre son autonomie.

Dans le système capitaliste, toutes les personnes qui ne valorisent pas le capital, qui ne participent pas à la circulation des marchandises ou sont hors des appareils de reproduction de la société ont un statut dégradé, et sont continuellement stigmatisées : ce sont « des charges » pour la société. Cette situation s'aggrave avec la perte d'autonomie, car non seulement elles ne sont plus exploitables mais leur coût est trop élevé !

Financement et prestations

Sarkozy voulait faire contribuer les familles, instaurer une nouvelle journée de solidarité, imposer une assurance obligatoire, augmenter la CSG des retraités. Hollande a mandaté des experts pour rédiger trois rapports : ils préconisent une hausse de la CSG en alignant le taux acquitté par les retraités



imposables (6,6%) sur celui des actifs (7,5%), la mise à contribution du patrimoine en augmentant les droits de succession, la multiplication des « jours de solidarité » comme cela a déjà été fait en travaillant gratuitement une journée par année (en particulier le lundi de Pentecôte).

Les prestations pour les handicapés et pour les personnes âgées de plus de 60 ans en perte d'autonomie sont différentes. La prestation de compensation du Handicap (PCH) est réservée à 185 000 personnes handicapées de moins de 60 ans confrontées à une difficulté absolue pour la réalisation d'une activité ou à une

difficulté grave pour la réalisation d'au moins deux activités.

1,2 million de personnes âgées de plus de 60 ans bénéficient d'une aide financière, l'aide personnalisée à l'autonomie (APA), variable selon le degré d'autonomie de la personne âgée et le niveau de ses revenus. 60% d'entre elles continuent à vivre à domicile et 40% en EHPAD (établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes). L'APA est financée à 70% par les départements avec la recette de la journée de solidarité, et à 30% par des contributions sociales comme la CSG. Le financement est donc fiscal.

« Dépendan

les personnes en perte d'autonomie ne sont pas des marchan

Dossier réalisé par la commission santé sécu social du NPA

La réforme, ce serpent de mer... Tout au long de l'ère Sarkozy, les promesses de réaliser « une réforme de la dépendance » n'ont pas manqué ! Annoncé dès 2007, le vote d'une loi a été repoussé à de nombreuses reprises, pour devenir un engagement électoral pour « 2013, quand le déficit sera ramené à 3% du PIB... » ! Même scénario pour François Hollande qui a promis aussi « qu'un de ses premiers chantiers » serait « une réforme de la dépendance permettant de mieux accompagner la perte d'autonomie ». Le projet de loi d'orientation et de programmation « pour l'adaptation

de la société au vieillissement devant être présenté au conseil des ministres en 2014, semble tombé aux oubliettes. Sans doute aussi en attente d'une loi. Et pourtant la situation des personnes âgées, toute leur autonomie, leur dignité, de bénéficier de prestations matérielles, sociales, de retraite sont bien loin d'être satisfaisantes. Les conditions de travail et salaires des institutions en charge sont mauvaises.

Projet de loi sur « l'adaptation de la société au vieillissement » : « Arrêtez la poudre aux vieux » !

En 2010, des militants associatifs manifestaient à Paris avec ce slogan pour dénoncer le sous-financement de la prise en charge de la dépendance. La situation n'a pas changé et la même banderole peut être ressortie aujourd'hui...

En effet, le gouvernement a rédigé un projet de loi sur « l'adaptation de la société au vieillissement ». Le titre est ambitieux, mais les mesures et le financement sont très loin de pouvoir répondre aux besoins. Ce projet prétend favoriser le maintien des personnes dépendantes à domicile avec le relèvement des plafonds pour bénéficier de l'Allocation personnalisée d'autonomie (APA), le reste à charge restera très lourd pour le bénéficiaire et sa famille.

Il prévoit l'adaptation de 80 000 logements au vieillissement... ce qui représente 0,04% des logements occupés par des personnes âgées !

Les aidants, familiaux ou non, auront « droit au répit », par une aide pouvant s'élever jusqu'à

500 euros afin de les décharger ponctuellement des tâches qu'ils accomplissent auprès des personnes en perte d'autonomie.

Qui paye ?

Le volet concernant la prise en charge des personnes âgées dans les établissements est repoussé à plus tard, alors que 80% des résidents en EHPAD doivent faire appel à leur famille pour financer leur prise en charge.

Taux moyens des restes à charge pour les personnes vivant en EHPAD	
EHPAD public	1600 euros (un peu plus pour les établissements privés à but non lucratif)
EHPAD privé	2400 euros
Montants moyens des pensions de retraite	
Femmes	900 euros
Hommes	1200 euros

Ces mesures devaient être financées par les retraités imposables. La Contribution additionnelle de solidarité pour l'autonomie (CASA) est prélevée depuis le 1^{er} avril 2014 (0,3% du montant des pensions) pour un montant total de 645 millions d'euros en année pleine ! Mais contrairement à ce qui avait été annoncé aux députés, les recettes ne sont pas versées à la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie

(CNASA) mais au fond de solidarité vieillesse.

Un projet pas soumis au conseil des ministres, son budget détourné... Il n'est pas certain que les avancées, tout aussi minimes soient-elles, voient le jour. Lamentable ! Vite, une opposition de gauche à ce gouvernement !



Un marché qui n

1,6 million de personnes ont signé une garantie dépendance à titre principal auprès d'un assureur privé. Si l'on englobe les garanties dépendance comprises dans un autre contrat d'assurance (assurance santé, retraite ou un produit d'épargne comme l'assurance vie), elles sont 4 millions à cotiser à une assurance dépendance.

Question d'assurance...

Les assureurs mènent des campagnes publicitaires pour gagner des parts supplémentaires de marché et pratiquent un important lobbying pour se substituer à la sécurité sociale. Henri de Castries, le PDG d'Axa, explique que « l'assurance est la véritable solution solidaire efficace (...), le coût peut être réduit si la souscription du contrat est suffisamment précoce » tandis que « la création d'une nouvelle branche de la sécurité sociale ne semble pas la meilleure solution car cela risque d'être plus coûteux et moins efficace. »

La loi sur « l'adaptation de la société au vieillissement » aurait une portée restreinte, mais c'est encore trop pour les assureurs qui craignent que « ce projet de loi en appliquant des conditions très

restrictives, ne limite les velléités des assureurs à se positionner sur ce marché » (dixit le directeur du marché santé, prévoyance et dépendance individuelle d'AXA France).

Le business des maisons de retraite

Le marché des maisons de retraite, médicalisées ou non, est en pleine extension et se concentre de plus en plus entre les mains de grands groupes cotés en bourse. Un exemple : avec la fusion-absorption du groupe Medica par Korian, la nouvelle entité créée regroupera près de 600 établissements et plus de 57 000 lits ; elle emploiera 40 000 salariés, avec un chiffre d'affaires total de 2,2 milliards d'euros. Les deux opérateurs de maisons de retraite ambitionnent d'atteindre

« La vieillesse devrait être considérée comme une richesse et non comme un coût »

Entretien. Sandrine est aide-soignante dans un EHPAD. Avec elle, nous revenons sur les conditions de travail difficiles des personnels et le traitement insatisfaisant des personnes âgées, par manque de temps et de moyens.

Les revendications du personnel dans les maisons de retraite médicalisées, les EHPAD, concernent surtout les conditions de travail et les salaires. Peux-tu nous dire ce que tu devrais normalement faire ?

Mon métier d'aide-soignante consiste à préserver l'autonomie des personnes âgées en les accompagnant dans les gestes quotidiens de la vie. Par exemple, lors de la toilette, nous devrions accompagner la personne, à son rythme, lui laisser faire seule au maximum de ses possibilités, la guider dans tous ses gestes en lui indiquant ce que nous lui faisons. Nous devrions prendre le temps de l'écouter afin de répondre le mieux possible à ses besoins. Mais bien souvent, nous sommes obligés de faire à leur place, ce qui accélère leur dépendance, et nous allons à l'essentiel, sans pouvoir répondre à leurs besoins et angoisses. Les raisons sont le manque de moyens humains et financiers.

L'autre aspect des conditions de travail, c'est la manière dont le personnel lui-même est traité.

Peux-tu revenir sur ta situation et celle de tes collègues en matière de salaire, de formation, de remise en cause des conventions collectives ?

Je travaille dans un EHPAD de la fonction publique hospitalière, donc nous ne sommes pas régis par les conventions collectives. Dans la fonction publique comme le privé, tout est fait pour casser les acquis sociaux obtenus par la lutte : suppression des RTT, de moins en moins d'emplois statutaires ou en CDI, de plus en plus d'embauches précaires non formées, sous payées, corvéables à merci, sans planning fixe. Le but principal de nos directions, c'est de faire des économies... tout en faisant croire qu'il est possible d'améliorer le service rendu aux résidents. Il est demandé aux agents de faire de plus en plus de tâches en étant moins nombreux, tout le déroulement d'une journée est planifiée à la minute près, sans tenir compte des éventuels imprévus – et il y en a – ce qui entraîne une diminution des pauses, voire leur suppression, et une dégradation

de nos conditions de travail. Vu l'intensité de notre travail, tant au niveau physique que psychologique, le travail un week-end sur deux, nos salaires sont insuffisants. Ils sont composés en grande partie de primes, qui de plus ne comptent que partiellement pour le calcul de la retraite. La formation existe mais elle est ciblée sur les domaines de la bientraitance et de la douleur. Elle est intéressante mais difficilement applicable dans la réalité du travail, ce qui entraîne une souffrance de plus.

Quelles sont tes réflexions sur la manière dont on considère les personnes âgées, celles qui font partie du « grand âge » dans notre société ?

Dans cette société capitaliste, les personnes âgées, comme les chômeurs, sont considérées comme non rentables, et sont délaissées, voire abandonnées. Aucune politique digne de ce nom n'a été mise en place. La vieillesse devrait être considérée comme une richesse et non comme un coût.

Ce que défend le NPA

Nous ne voulons pas d'un monde où il y aurait des hommes et des femmes de trop, qui seraient « une charge pour la société ». Notre choix est de ne laisser personne sur le bord de la route et de créer les conditions effectives du « vivre ensemble »...

► La notion de dépendance ne doit pas se fonder et s'institutionnaliser par une prise en charge uniformisée de la vieillesse, avec des statistiques qui amène une standardisation plus ou moins affinée. Elle doit prendre en compte la singularité de chaque personne âgée.

► Des mesures spécifiques doivent être prises pour résoudre l'isolement, prévenir la perte de mémoire, de locomotion. L'aide au maintien à domicile doit recevoir bien plus de moyens. L'espace urbain doit être aménagé, et les logements, adaptés, financièrement accessibles à tous et toutes. Les transports publics de qualité doivent être gratuits.

► La prévention doit être une priorité. Il faut agir sur tous les facteurs de dégradation de l'état de santé : lutter pour l'amélioration des conditions de travail, et réduire le temps de travail, améliorer les conditions de vie (habitat, environnement, nourriture...). Cela nécessite aussi la prise en charge à 100 % de tous les soins par la sécurité sociale, le développement d'un service public de santé gratuit, l'arrêt des fermetures et restructurations des hôpitaux



PHOTOTHÈQUE ROUGE / FRANCK HOULGATTE

► Il faut un service public de qualité, au domicile ou en institution, pour la compensation de la perte d'autonomie dans le cadre de la sécurité sociale. Il doit être financé à 100 % par les cotisations sociales, et géré par la sécu démocratisée. On pourrait ainsi développer les aides à la « dépendance » pour toutes les personnes qui en ont besoin, quel que soit leur âge.

► Le personnel, sous statut de la fonction publique hospitalière, en nombre suffisant, doit être formé aux problématiques des personnes à l'autonomie limitée, bénéficier de conditions de travail décentes et de meilleurs salaires (minimum 1600 euros net).

► Ce service public de sécurité sociale doit prendre en charge et développer les services à la personne, contre l'isolement, pour des logements et des transports adaptés aux handicaps, pour les soins à domicile...

► Les maisons de retraite médicalisées doivent être intégrées dans ce service public de santé accessible à tous et toutes (seule 1 personne sur 5 aujourd'hui est capable d'assumer les frais d'accueil en maison de retraite sans mettre à contribution ses proches). Les groupes privés à but lucratif doivent être expropriés : pas d'« or gris » pour les actionnaires sur le dos des personnes âgées !

► « Chacun cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins... » Ce principe fondamental de la sécu doit s'appliquer pleinement. L'objectif a été fixé dans la Charte de l'OMS de 1946 : « rajouter de la vie aux années et pas seulement des années de vie ».

Nous voulons une société solidaire et pour tous les âges. Pour cela, nous devons reconquérir et développer une sécurité sociale autogérée et unifiée, versant des prestations à la hauteur des besoins et prenant en charge le service public de compensation de la dépendance, au domicile et dans des institutions adaptées.

Un choix fondamental de société.

ce»
onomie
dises!

nt», publié en février et
seil des ministres du 9 avril
bliettes sans explication.
de jours meilleurs...
s personnes n'ayant pas
besoin de vivre dans
e bonnes conditions
cevoir des soins adaptés,
aisantes. Et pourtant les
ariales des personnels
de cette question sont très

ne connaît pas la crise



PHOTOTHÈQUE ROUGE / FRANCK HOULGATTE

via leur fusion un chiffre d'affaires de trois milliards d'euros en 2017. Ce secteur bénéficie du manque de place dans les structures publiques et connaît des taux de croissance d'activité et de rentabilité entre 7 et 22% pour l'année 2012, tandis que le secteur public et associatif qui concerne encore les trois quart des établissements manque de moyens : 117 000 lits sont ainsi en attente de rénovation faute de budget. L'offre privée se développe aussi pour les services à la personne, les aides à domicile, avec souvent

des conditions indignes de précarité et de bas salaires pour les employés.

Quand le Medef parle d'autonomie...

Le document du Medef ci-contre est parlant. Dans la logique des attaques contre la sécurité sociale, la perte d'autonomie, comme la santé et la retraite, ne peut être considérée que sous l'angle de marché à conquérir. La solidarité doit être confinée. La moindre avancée sociale est ainsi à rejeter.

Observations du Medef sur le document de concertation « autonomie » – janvier 2014 (extraits)

« Le Medef appelle à une réforme pragmatique : elle ne doit pas se traduire par une hausse des prélèvements obligatoires et un alourdissement du coût du travail, (...) il n'est pas envisageable que le financement du risque de perte d'autonomie, éloigné des entreprises, repose de façon directe ou indirecte sur les employeurs. »

La refonte du secteur des services à la personne constitue un enjeu majeur pour répondre aux nouveaux besoins en termes d'accompagnement. Cela suppose de passer d'une économie largement administrée à un marché ouvert favorisant, par l'émulation des acteurs, le développement d'une offre de services diversifiée, professionnalisée au meilleur coût pour la collectivité.

Il faut encourager le développement de la couverture assurantielle privée. L'assurance dépendance peut apporter, en complément de la solidarité nationale, une réponse adaptée à la couverture du risque de perte d'autonomie.

Les aidants familiaux jouent un rôle essentiel et devront continuer à avoir une place importante (...) sans toutefois aller jusqu'à la création d'un statut des aidants ou à l'instauration de nouveaux droits qui ne seraient ni souhaitables ni opportuns ; C'est le sens même de la famille, première cellule de la société (...)

De nouvelles contraintes seraient source de complexité et de coûts supplémentaires pour les entreprises (obligations de négocier, droit à congés...) : le Medef y est fermement opposé. Cela serait contraire aux orientations annoncées dans le Pacte de responsabilité ».

EPSM CAEN (14)

Le directeur de l'hôpital attaque et perd

Le directeur de l'Établissement public de santé mentale a tenté une troisième fois de faire passer en force son « plan de redressement ». La réponse qu'il méritait a été à la hauteur : deux jours de blocage de l'hôpital avec une mobilisation exceptionnelle ! Résultat : aucune instance n'a avalisé le plan de la direction, mise en échec.

C'est la troisième tentative de la direction, après juin et décembre 2013. Suppression de RTT, suppression de postes, restructurations des services... Les ingrédients sont toujours les mêmes. En avril, la direction en rajoute : facturation des chambres individuelles, des consultations externes... Les patients devraient payer l'austérité budgétaire, eux aussi. L'intersyndicale CGT-SUD a construit la riposte. Le 17 avril, une première assemblée générale a réuni 500 salariéEs (cuisine, blanchisserie, techniques, administratifs, soignants), tous d'accord pour empêcher que les instances (CHSCT, CTE, CME) convoquées une semaine plus tard avalisent le plan de la direction.

Après la troisième victoire, continuer !

En quelques jours, l'hôpital s'est retrouvé couvert de calicots contre le plan de redressement. Et le jeudi 24 avril, la mobilisation massive, déterminée : dès 7 heures du matin, le blocage de l'hôpital était en place. La direction a fait intervenir un huissier, s'est adressée à la justice en référé pour une intervention de la police. Mais le juge a fait savoir que le jugement ne serait rendu que le 30 avril. Faute de policiers pour « protéger » la tenue des instances, la direction s'est retrouvée le bec dans l'eau... Coup de grâce, les médecins ont lâché la direction, et le président du Conseil de surveillance a annoncé que ce dernier ne se tiendrait pas. Un échec total pour le directeur. Les salariéEs savourent une troisième victoire. En se mobilisant, on peut mettre en échec les mauvais coups. L'assemblée générale qui a suspendu le mouvement vendredi après-midi a été plus déterminée que jamais. Elle appelle tous les hôpitaux à participer à la réunion nationale du 22 mai à Paris, à l'invitation de 43 établissements réunis à Caen il y a trois semaines. Pour s'opposer à la casse des hôpitaux publics, face à un gouvernement de combat et à des directions de combat, il s'agit de construire maintenant le « tous ensemble ».

Correspondants

AREVA « L'EPR nous a coûté un bras et ils veulent faire payer la facture à l'usine de La Hague »

L'usine de retraitement de déchets nucléaires Areva qui emploie 3100 salariéEs à La Hague (Manche) était à l'arrêt mardi 22 avril à la suite d'une grève à l'appel de l'intersyndicale, contre des projets de sous-traitance de certaines activités du site. Environ 2000 employéEs de sous-traitants (dont des filiales d'Areva) travaillent aussi sur ce site.

La direction s'est ridiculisée à minimiser cette grève pourtant suivie par 90% des salariéEs ayant des horaires postés et accompagnée d'un piquet de grève d'environ 500 salariéEs rassemblés devant l'usine. Fort de cette mobilisation, l'équipe syndicale a d'ailleurs déposé un autre préavis de grève pour le mardi suivant. Les projets d'externalisation et de suppressions de postes se succédant, la sécurité des salariéEs et la sûreté des installations ne sont plus assurés de l'avis de l'équipe syndicale sur place.

Emploi et risque nucléaire

Areva veut en effet externaliser des services, comme celui de l'environnement qui assure les prélèvements autour du site pour les faire analyser et qui s'occupe aussi de la gestion et de l'approvisionnement de produits chimiques. FO évoque une possibilité de sous-traitance dans le domaine des activités de conduite et de surveillance des installations nucléaires ou de transports internes de matières radioactives.

C'est donc le cœur de l'activité du site qui est touché. Les grévistes redoutent des risques non négligeables en matière de sécurité des personnels et des installations, en particulier depuis que la cour d'appel de Paris a validé le 6 mars le projet d'Areva de sous-traiter la production d'énergie par une chaudière à bois pour cette même usine de La Hague, infirmant ainsi la décision prononcée en première instance. Le tribunal de Paris avait jugé que ce transfert était « de nature à compromettre la santé et la sécurité des travailleurs concernés ». La cour d'appel a estimé, elle, que ces risques « n'étaient pas démontrés ».

Comme le dit si bien un représentant de la CGT sur place : « tout



se passe comme si les exploitants ne tenaient aucun compte des enseignements de Fukushima ». Areva espère concrétiser ce projet en 2017. FO et la CGT ont annoncé qu'elles allaient se pourvoir en cassation. L'usine de La Hague a par ailleurs commencé en août 2013 à sous-traiter aux Pays-Bas une partie du nettoyage de son linge potentiellement contaminé, soit à terme 500 tonnes de linge par an.

Pour autant, la partie n'est pas gagnée pour Areva et l'Ademe Basse-Normandie (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie) qui la soutient dans ce projet. Si juridiquement, un obstacle est tombé, il lui reste à convaincre une opinion publique locale totalement opposée à ce

projet, dans une union qui va de la CGT aux écologistes. Un projet qui imposera de faire venir du bois de Scandinavie par bateau jusqu'à Cherbourg, puis contraindra la population locale à supporter tous les jours la circulation de 25 semi-remorques transportant ce bois sur les routes de La Hague.

Les salariéEs et la population doivent payer pour Areva ?

Cette grève tombe mal pour Areva qui vient de se faire épingler par l'Autorité de sûreté nucléaire dans son rapport de 2013 qui pointe des déchets anciens « mal conditionnés à l'époque des inspections ». Le coût des opérations, jugées « prioritaires », pour remédier à cette non-conformité est de 2,5 milliards d'euros. De plus « Areva est endetté parce que l'EPR nous a coûté un bras et ils veulent faire payer la facture à l'usine de La Hague » explique l'équipe syndicale à l'origine du mouvement. La construction de

l'EPR (réacteur de 3^e génération) en France à Flamanville (Manche) doit coûter 8,5 milliards d'euros, soit 5,7 milliards de plus que l'estimation initiale et trois fois plus cher que prévu selon EdF... La sous-traitance est donc la solution toute trouvée par Areva. Les salariéEs de sous-traitants intervenant dans la maintenance des centrales nucléaires sont ceux qui sont les plus exposés aux risques radiologiques et les moins suivis au niveau médical. En tant qu'anti-nucléaires solidaires des travailleurs, notre réflexion doit se porter sur cette question de la sous-traitance qui sera aussi l'un des enjeux de la loi de transition énergétique de l'automne. Autant pour la multiplication des risques d'irradiation pour les travailleurs intervenant sur les sites que pour l'ensemble de la population : transports, recyclage dans l'environnement quotidien d'éléments « faiblement » radioactifs...
Commission nationale écologie

MONNAIE DE PESSAC (33)

Ras-le-bol sur les salaires

Établissement public passé en EPIC en 2008, la Monnaie compte deux établissements. Un à Paris et un autre à Pessac, où l'on produit les monnaies courantes. Comme dans bien des entreprises publiques, il y existe plusieurs statuts : ouvriers d'État, CDI, etc. avec des salaires différents.

Depuis quelques semaines, avec l'ouverture de la NAO (négociation annuelle obligatoire, un mécontentement grandit sur les salaires, en particulier chez les CDI, recrutés avec des salaires de plus en plus bas. Pour la direction qui profite de la crise, tout va bien, les salaires des ouvriers suivent « la loi de l'offre et de la demande ». Par contre, côté hauts cadres, les dix meilleurs salaires ont encore progressé de 7% cette année ! Le discours n'est pas

nouveau, mais cette année, en plus, le PDG nous vante la « mission publique » de l'entreprise qui doit suivre la politique de rigueur du gouvernement...

Ça ne passe pas !

Il y en a assez des salaires au rabais pour les nouveaux embauchés ou du blocage qui se poursuit pour les ouvriers d'État. Tout le monde réalise qu'avec le gel de 7 ans annoncé par Valls, c'est un blocage de l'ensemble des salaires des ouvrierEs, des

employéEs qui est encouragé et repris par la direction. Sur l'usine de Pessac (200 salariéEs), la CGT a organisé des AG, plusieurs débrayages et même une semaine de pique-nique devant l'entreprise, avec des banderoles pour dire notre ras-le-bol : dans cette période de congés scolaires, une cinquantaine de salariéEs. Mardi 22 avril, alors que le comité d'entreprise se tenait sur le site de Pessac, CGT et FO ont appelé à une demi-journée de grève, avec

le soutien des retraités et de l'association de victimes de l'amiante de la Monnaie : près de 70 au piquet, avec barbecue, presse, etc. La direction a du coup annoncé quelques mesurées pour les plus bas salaires. Nous sommes très loin du compte et la contestation se poursuit, avec en ligne de mire le 15 mai, une occasion de dénoncer, tous statuts confondus, la politique salariale du patron et du gouvernement.

Correspondant

CFDT

De dérives en ruptures

Le 1^{er} Mai parisien est assez révélateur de la situation sociale et des politiques des directions syndicales. Cette année, CFDT, Unsa et CFE-CGC se rassembleront place Stalingrad tandis que la CGT, la FSU, FO et Solidaires appellent à manifester, notamment contre le pacte de responsabilité. Ainsi, à la veille de son 48^e congrès coïncidant avec son 50^e anniversaire, la direction de CFDT confirme son passage avec armes et bagages du côté de la politique libérale d'un gouvernement mettant en œuvre les desiderata du Medef.

Déconfessionnalisation et réformisme radical

Le passage de la CFTC à la CFDT fut le résultat de la montée d'une opposition soutenant à la fois les luttes et la déconfessionnalisation, entraînant 90% de

la CFTC vers une CFDT qui reconnaissait l'existence d'antagonismes dans la société et visait à « susciter chez les travailleurs la nécessité de leur émancipation ». Dépourvue d'une colonne vertébrale idéologique, la CFDT va se

REPOS DOMINICAL

Le gouvernement veut sa peau!

Après les patrons, c'est au tour du gouvernement de sonner la charge contre le repos dominical. Non content de s'être attaqué à nos emplois puis à nos retraites, ils veulent désormais nous déposséder de notre temps libre ou transformer ce dernier exclusivement en temps marchand. Or, c'est bien un acquis ouvrier et laïque, remontant à 1906, qu'il s'agit de défendre.

Fabius, dont le portefeuille ministériel comprend le tourisme, a plaidé en faveur de l'élargissement de l'ouverture dominicale des magasins : « *uniquement dans les zones très touristiques, à proximité des gares, des aéroports et dans un certain nombre de quartiers* ». Puis Jean-Marie Le Guen, qui proposait il y a peu de s'attaquer à « *la rigidité du code du travail* », lui a emboîté le pas, car « *quand vous avez un flux touristique aussi important, il faut profiter de la manne* ». Enfin, Aurélie Filippetti s'est déclarée favorable à l'extension du travail dominical aux commerces culturels face à la concurrence d'Amazon et pour contribuer à l'animation des zones dites touristiques... Qu'on se rassure, Rebsamen, le nouveau ministre du Travail, a posé ses conditions : « *dans des zones ultra touristiques* », sur la base du « *volontariat* » et avec « *des augmentations sensibles des salaires* ». Sans doute une manière de tempérer la publication d'un nouveau rapport sur le sujet commandité par plusieurs fédérations patronales, qui propose, entre autres, d'augmenter les activités pouvant ouvrir de droit ce jour-là, de passer le nombre annuel d'ouvertures dominicales autorisées de 5 à 15 et de permettre « *le travail du soir* », manière de rebaptiser pudiquement le travail de nuit, pourtant retoqué par le Conseil constitutionnel...

Cerise sur le gâteau : Jean-Claude Bourrelrier, PDG de Bricorama, dont l'entreprise a été lourdement condamnée pour ouverture dominicale illicite, s'est vu remettre la légion d'honneur...

Le reniement, c'est maintenant!

Le hic, c'est que, selon les chiffres publiés par le propre ministère de Fabius, les dépenses des touristes dans le commerce de détail n'atteignent pas 10% de la dépense touristique totale, soit 0,2% du PIB et non 7% comme ce dernier l'a déclaré. Plus encore, le solde d'emplois détruits dans les petits commerces face à ceux promis par les grandes enseignes se révélerait négatif. Quant à la situation des travailleurs dominicaux, c'est le PS qui en parle le mieux : « *Contrairement à ce que prétend le gouvernement, le libre consentement à une telle organisation du travail serait en pratique impossible à vérifier, en particulier en période de difficultés économiques, les possibles chantages à l'emploi anéantissant en réalité toute liberté de choix. Cette évolution aurait donc inéluctablement pour conséquence de contraindre des milliers de salariéEs à travailler le dimanche* ». Il est vrai que cette déclaration remonte à 2009, date à laquelle



DR

le gouvernement Fillon s'attaquait lui aussi au repos dominical via la loi Maillé... Le CLIC-P compte rapidement mobiliser le personnel concerné, en particulier celui des grands magasins. Les syndicats SUD de la Fnac et de Virgin ont dénoncé la position de la ministre de la Culture car l'ouverture

dominicale n'a pas empêché la fermeture des Mégastore...

Au nom de leur crise, on veut liquider un acquis qui entrave la fluidité du capital, avide d'exercer son emprise 24 heures sur 24, 7 jours sur 7. On ne se laissera pas faire! LD

STRASBOURG SENerval (67)

Grève à l'usine d'incinération

Les salariéEs de l'usine d'incinération des ordures ménagères de Strasbourg sont en grève depuis six semaines pour un salaire un peu moins indécent, mais aussi pour la santé de l'ensemble de leurs concitoyenNEs.



Gréée par Senerval (filiale du groupe Sêché) en « *délégation de service public* », cette usine polluée en toute discrétion depuis des années, avec l'aval successif des mairies UMP et PS. L'usine d'incinération d'ordures ménagères rejette en effet des agents CMR (cancérogènes, mutagènes et reprotoxiques), commettant notamment des infractions à la législation en vigueur concernant les électro-filtres, les rejets atmosphériques et le transport des cendres. Les salariéEs ne sont pas les seuls à être impactés, la population riveraine du site l'est également. À ce jour, la préfecture semble (enfin) avoir pris la mesure du problème, puisque la justice a été saisie et que la DREAL (Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement), après des mois de déni, a finalement

constaté les infractions. La Communauté urbaine de Strasbourg, pourtant responsable de la « *délégation de service public* », n'a eu aucune réaction.

Jusqu'au bout!

Depuis les dernières élections municipales, le PS local n'a visiblement pas vraiment le temps de s'occuper d'une usine vétuste, qui mériterait au minimum le changement en urgence des trois fours. Pendant ce temps, la direction du groupe Sêché organise en toute légalité le transport des déchets vers d'autres sites du même groupe, à Besançon et à Laval, pour y enfouir ses déchets! La lutte s'ancre dans le long terme, tant le patronat et les élus municipaux ont choisi de jouer le pourrissement. Mais les salariéEs sont déterminés à aller jusqu'au bout. Une manifestation de soutien a réuni le 15 avril dernier 300 personnes. La solidarité financière s'organise également et des tracts ont été massivement diffusés, y compris outre-Rhin, pour sensibiliser la population.

CorrespondantEs

RYTHMES SCOLAIRES

Hamon dans la continuité de Peillon



Hamon à Peillon : Bravo, c'est une belle réforme! DR

Face à l'accumulation de problèmes auxquels la réforme est confrontée, Valls et son nouveau ministre de l'Éducation, Benoît Hamon, ont annoncé un « *assouplissement* » qui ressemble surtout à une esquive.

La réforme a en effet été largement rejetée, malgré le déluge d'arguments prétendument scientifiques pour la justifier : par les enseignants (jusqu'à 95% de grévistes contre la réforme dans certaines communes, par une partie des parents d'élèves et par les personnels des mairies qui ont vu leurs conditions de travail se dégrader brutalement. La réforme est aussi, ce qui a peut-être encore plus inquiété un PS fragilisé, largement rejetée par les maires (UMP, PS comme sans parti), dont les dotations financières par l'État vont encore être réduites.

Le nouveau texte écrit par le ministère Hamon ne change pratiquement rien à la réforme, et en montre même un peu plus l'absurdité : le texte oblige à travailler cinq matinées par semaine, interdisant donc la semaine de quatre jours avec réduction de la durée des vacances ; une seule après-midi libérée, interdisant donc des matinées plus longues avec la suppression de la classe l'après-midi.

Les inégalités sociales renforcées

Favoriser « *les apprentissages fondamentaux* » en les situant le samedi matin, c'est continuer à casser la dimension culturelle de l'école, la seule qui serait pourtant capable de renforcer l'autonomie des élèves et donc leur capacité à réfléchir et apprendre. La confirmation des APC (Aides pédagogiques et culturelles, héritières des « *aides personnalisées* » qui ont justifié la suppression massive des RASED) va dans ce sens.

De plus, le nouveau texte confirme la décentralisation de l'éducation par les Projets éducatifs territoriaux (PET) : les inégalités entre élèves des communes riches et des communes pauvres vont encore se renforcer.

Le lundi 5 mai, les instances nationales, où siègent les syndicats, vont se prononcer sur ce texte. Les débats s'organisent donc dans les syndicats, en particulier dans le syndicat majoritaire, le SNUipp-FSU. Si celui-ci vote contre le texte, cela donnera raison, et peut-être courage, aux équipes militantes qui refusent la réforme. En revanche, en cas d'abstention ou de refus de vote, le ministère aura donc une majorité des syndicats favorables à son texte (Unsa et Cfdt, contre la CGT, FO et Sud). Il pourra alors expliquer que la réforme Peillon, malgré l'opposition quasiment unanime des enseignants, est légitime...

Antoine Pelletier

révéler perméable aux tendances de la société et sensible aux rapports de forces, pour le meilleur et pour le pire... Face aux Ordonnances gaullistes d'août 1967 démantelant la Sécurité sociale, la Cfdt dénonce le passage « *d'un système de solidarité à une formule d'assurances privées* ». La « *disponibilité* » idéologique de nombreux militantEs permet de mieux répondre aux préoccupations des années 1968 : autogestion, revendications spécifiques des femmes, des immigréEs, des jeunes... L'accompagnement (déjà) de la politique de la « *Nouvelle société* » de Chaban-Delmas suscite des débats tendus dont Edmond Maire sort vainqueur en 1970. Il en profite pour réformer structures et fonctionnement : suppression de la représentation directe des syndicats dans les instances nationales et prise en main de celles-ci par une direction dont la cohérence politique sera confortée par



Chêrique et Berger, le changement dans la continuité. DR

la centralisation des moyens financiers. Pendant 10 ans les débats vont se poursuivre avec des pratiques contradictoires. D'un côté les grèves du Joint Français, de Pennaroya, Nouvelles Galeries, Lip, luttes des soldats ; de l'autre, dénonciation des gauchistes, refus de la candidature Piaget aux présidentielles de 1974...

De recentrage en recentrage...

Dès 1977, un premier recentrage est engagé : la crise, la dégradation du rapport de forces servent de justification à l'accompagnement des gouvernements de droite comme de gauche. Oppositions et ruptures se multiplient à partir des exclusions des animateurs des luttes

dans les PTT (1988) et chez les infirmières (1989) donnant naissance aux SUD. Après la dénonciation de la mobilisation de l'hiver 1995, les opposantEs ne parviendront pas à infléchir la ligne majoritaire et dissolvent l'association « *Tous ensemble* » en 1999. L'orientation confédérale est confortée par des progrès des effectifs et des résultats électoraux. Un nouveau pas est franchi avec le soutien apporté, le 13 mai 2003 en pleine mobilisation, à la réforme Fillon, suivi par la signature de l'accord sur l'indemnisation des intermittents du spectacle. Ceci entraîne le départ de milliers de militantEs vers la CGT, Solidaires ou la FSU. Au-delà des vagues hésitations qui voit la Cfdt participer à la lutte contre le CPE, soutenir le TCE (2005) et s'associer à la CGT pour l'accord sur la représentativité syndicale (2008), le positionnement de

la confédération se résume à un accompagnement des conséquences de la crise et des politiques gouvernementales.

L'enregistrement des renoncements

C'est dans cette logique que s'inscrivent les propositions de modification des statuts au prochain congrès. Elles prévoient « *une approche constructive du dialogue social* » qui doit devenir « *la voie privilégiée pour dépasser les conflits* » dans le cadre « *d'un mode globalisé en perpétuelle mutation et pour bâtir une Europe qui garantisse la paix et la démocratie et organise la convergence politique économique et sociale* ». Des modifications inamendables ! Surtout pas par celles et ceux qui, comme les animateurs de la lutte chez Sanofi, ont été mis sur la touche... Robert Pelletier

L'Anticapitaliste la revue

Le n°54 est disponible



Vous pouvez vous le procurer
en envoyant un chèque de 4 euros
à l'ordre de NSPAC à :

L'Anticapitaliste,

2, rue Richard-Lenoir, 93108
Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez
le formulaire page 12.

La brochure

**Non au pacte de « responsabilité »,
« La Sécu, elle est à nous » !**

est toujours disponible

Vous pouvez vous la procurer :



– Au près des militantEs
du NPA et à la **librairie
La Brèche** à Paris au
prix de deux euros.

– Par correspondance
pour trois euros (port
compris) à : **NSPAC,**
2 rue Richard-Lenoir,
93100 Montreuil.

Possibilité de commande groupée (à partir de
cinq exemplaires), merci de nous contacter à :
diffusion.presse@npa2009.org

Qui sommes-nous ?

Le NPA veut regrouper les anticapitalistes sur une base d'indépendance vis-à-vis des institutions et des partis qui les gèrent, pour la transformation révolutionnaire de la société. Un parti pour le socialisme, écologiste, féministe, internationaliste, démocratique. Le capitalisme est basé sur la recherche du profit. La course à la compétitivité et le productivisme exacerbé accentuent la crise écologique et le désastre social qui entraînent la détérioration des conditions de vie et de travail. Les financiers, les grands patrons, et les politiques à leur service, conduisent le monde dans une impasse : récession économique, chômage, pauvreté, famine... La démocratie est étouffée. La montée des forces réactionnaires, dont les intégrismes religieux, développe les préjugés nationalistes, racistes, sexistes et homophobes, et annonce de nouvelles menaces de guerres contre les peuples.

Pour défendre les acquis, gagner de nouveaux droits, il faut en finir avec la domination des classes capitalistes et des États à leur service, pour construire un socialisme du 21^e siècle. Le système financier, les services essentiels à la vie, les grandes entreprises, devront être socialisés sous le contrôle des travailleurs et de la population, qui en assureront la gestion dans le cadre d'une planification démocratique. La production et la répartition des richesses pourront alors bénéficier à la société tout entière.

Une telle réorganisation de la société nécessite la conquête du pouvoir par le monde du travail, la majorité, qui prendra en charge la marche de la société, la gestion des affaires publiques, instaurant une vraie démocratie à tous les niveaux et dans tous les domaines de la société. Parce que, comme Marx, nous sommes convaincus que « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ». **Pour nous rejoindre, contactez-nous : ecire@npa2009.org**

Campagne financière

Contre la censure par le fric, participez à notre campagne financière

En début de semaine, lors d'une conférence de presse ont été annoncées nos cinq listes pour les élections européennes du 25 mai. Des listes conduites par Olivier Besancenot, Pierre Le Ménahès, Christine Poupin, Gaël Diaferia et Philippe Poutou. Ces listes sont déposées et nous entrons en campagne...



Lundi 28 avril lors de la conférence de presse. PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

A lors que les préjugés nationalistes et chauvins sont flattés, pour le plus grand profit du FN, par l'UMP comme par le PS pour tenter de dévoyer le mécontentement contre l'Europe capitaliste

qu'ils ont construite et l'austérité qu'ils imposent à la population, faire connaître le plus largement possible une politique de solidarité entre les travailleurEs, une politique internationaliste, est indispensable. Dénoncer l'Europe

de l'austérité et du chômage de Sarkozy-Hollande est indissociable de la dénonciation de la démagogie nationaliste et chauvine. On ne peut combattre la première que l'esprit libre des idées et préjugés répandus par les classes dominantes et les médias aux ordres.

Trois semaines

Le temps qui nous est donné est très court : trois semaines pour diffuser les tracts, coller les panneaux électoraux, tenir nos réunions publiques... Nous ne pouvons guère compter sur les médias pour nous donner les mêmes moyens qu'aux partis institutionnels, et notre campagne est d'abord et avant tout une campagne militante. Nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes. Prenons nos affaires en main... y compris nos affaires financières.

En effet, tout cela coûte cher, très cher, pour un parti qui ne bénéficie pas des subventions de l'État ni des sinécures institutionnelles. Il

ya donc urgence à poursuivre et relancer la campagne financière. Nous sommes loin d'avoir sollicité toutes les sympathies que nous avons rencontrées durant la campagne des municipales et que nous rencontrons tous les jours sur nos lieux de travail, d'études, nos quartiers, dans les organisations syndicales où nous militons. Le mécontentement, la colère, la révolte, qui s'expriment autour de nous contre ce gouvernement PS-Medef, contre la démagogie du FN, est une source d'énergie permanente qui nous permettra de relever ce nouveau défi des élections européennes. Oui, prenons nos affaires en main, encourageons autour de nous nos amiEs et camarades à s'inscrire dans notre campagne, leur campagne. Ni doute ni hésitation.

Pour plus d'informations,

pour nous aider :

<http://npa2009.org/souscription>

Intervention

Pour un féminisme lutte de classe et unitaire !

Le conseil politique national du NPA a adopté lors de sa dernière réunion début avril une résolution d'orientation féministe, aboutissement d'un mandat donné par notre dernier congrès, certaines questions ayant été laissées en débat pour permettre à l'ensemble des militantEs de s'en saisir.

Analyser la situation d'un point de vue de genre

Le texte détaille les conséquences particulières de la crise et des politiques d'austérité envers les femmes. Leurs conditions d'emploi, plus précaires que celles des hommes (temps partiels, CDD, horaires découpés...), ont constitué un amortisseur lors de la phase de licenciements massifs de 2009 qui a touché d'abord les industries avec un salariat très masculin.

Mais on constate que les destructions d'emplois ont touché aussi les femmes, avec une visibilité, notamment médiatique, moins importante. Les politiques d'austérité qui visent les services publics, ont des conséquences pour les femmes en tant qu'usagères (santé, petite enfance, centres IVG...) et en tant que genre majoritaire dans les fonctions publiques, en particulier dans les catégories les moins payées.



PHOTO THÈQUE ROUGE / MANEL

Féministe et lutte de classe

Le NPA s'inscrit dans le courant féministe lutte de classe. Il s'agit pour nous d'analyser les interactions entre le capitalisme et le patriarcat pour mieux les combattre. Notre préoccupation est d'intégrer la dimension féministe à notre combat de classe et de ne pas perdre notre boussole de classe dans les combats féministes. Cela se traduit en termes de revendications : nous cherchons partout à mettre en avant des revendications qui permettraient d'améliorer les conditions de vie et de travail des femmes, tout en unifiant notre camp social. Par exemple, la revendication de réduction massive du temps de travail pour toutes et tous sans diminution de salaire et avec embauches correspondantes permettrait de réduire massivement le chômage et d'augmenter les revenus en particulier des femmes, mais aussi d'avancer vers un partage plus

équitable les tâches domestiques. Nous comprenons aussi que les luttes des femmes ne se limitent pas aux questions syndicales, et nous mettons en avant les questions de l'IVG ou des violences.

Radicale et unitaire !

Malheureusement, le mouvement féministe, qui pourrait porter ces revendications, n'échappe pas à la conjoncture actuelle : affaibli, divisé, il ne trouve que peu de mobilisations pour se ressourcer. Face à cette situation, il est primordial d'avancer des revendications unifiantes : de solidarité internationale, contre la fermeture des centres IVG ou des maternités, contre les politiques d'austérité... En ce sens le succès de la manifestation du 1^{er} février en solidarité avec les femmes d'Espagne, en défense de l'IVG là-bas et ici, est un véritable encouragement.

Voile, prostitution... Prendre position dans des débats complexes

Les débats sur le voile et la prostitution ont divisé aussi le NPA. Les orientations qui se dégagent majoritairement doivent permettre à notre organisation d'intervenir et d'avoir des positions plus claires. Sur la question du voile, nous dénonçons toute approche réactionnaire, patriarcale, misogyne, homophobe et raciste, qu'elle soit légitimée par des discours religieux ou non, et nous refusons toutes les mesures racistes et discriminatoires. Nous revendiquons l'abrogation ou l'abandon de toutes les lois, circulaires, et projets de lois de stigmatisation et d'exclusion des femmes voilées.

Sur la prostitution, il y a un très large accord sur l'ensemble des mesures sociales qui permettraient de s'attaquer réellement aux bases matérielles de la prostitution. Quant à la question particulière de la pénalisation des clients des prostituées, nous estimons que celle-ci aurait des conséquences défavorables sur les personnes prostituées ; nous y sommes donc opposés.

L'adoption de cette résolution est une réelle avancée pour nous. Si les débats n'ont pas autant irrigué les comités que nous l'aurions souhaité, ce texte donne de la visibilité à notre orientation féministe et a permis d'avancer sur ces questions.

La Commission nationale d'intervention féministe

Entretien



Récit d'une lutte, d'une répression, d'une injustice de classe

À l'occasion de la sortie de son livre *Plus noir dans la nuit*, la grande grève des mineurs de 1948¹, nous avons rencontré son auteure, Dominique Simonnot.

Quand on parle du régime de Vichy, on pense collaboration ou résistance clandestine, mais pas mouvement ouvrier. Ton livre rappelle la grève des mineurs du Nord de 1941 violemment réprimée. En quoi cette grève a-t-elle été une étape de la résistance ?

N'étant pas historienne, je ne saurais pas le dire. En revanche, j'ai découvert, avec stupéfaction, cette grève totalement méconnue, jamais racontée, ni apprise au lycée ni relatée dans les manuels d'histoire. Il s'agit pourtant d'une grève héroïque, rassemblant 100 000 personnes contre les nazis et le régime de Vichy, au prix de risques immenses. Les femmes des corons ont elles aussi montré une bravoure sans pareil, défilant dans les bassins miniers, défiant l'occupant et la police de Pétain. Ce qui est sûr, c'est qu'après cette grève, les ouvriers ont trouvé mille façons de saboter la production de charbon afin d'empêcher qu'elle file en Allemagne.

Dans quelle mesure peut-on dire que l'appel à la grève générale des mineurs, suivi du blocage des mines, était un mouvement politique des mineurs ?

En 1948, c'est la guerre froide et l'ennemi du gouvernement, ce sont les communistes. Fin septembre, sortent les « décrets Lacoste » qui enlèvent aux mineurs les améliorations de leur statut acquises à la Libération. C'était la récompense de leur courage, de leur

résistance et de leur ardeur à produire « pour la France ». Leur réaction a donc été violente. En ce sens, oui, ce fut un mouvement politique, d'autant qu'il était conduit par la CGT et le PC.

Peux-tu résumer la violence de la répression de la part des patrons des Houillères (avec une bourgeoisie consciente jusqu'au bout des ongles de ses intérêts de classe), relayée par la justice et l'État fermement décidés à faire la peau aux dirigeants ouvriers ?

Pas seulement aux dirigeants, à tous les encartés communistes ! Ils ont été arrêtés, et 2300 d'entre eux ont été condamnés à de la prison ferme, pour avoir fait grève. Puis ils furent licenciés par les Houillères. Or, être viré, c'était tout perdre. La maison, l'école, le chauffage gratuit, puisque tout appartenait aux Houillères. Mais cela ne suffisait pas. Leurs proches ont eu interdiction de les héberger, et les entreprises de la région, qui vivaient des Houillères, avaient ordre de ne pas les réemployer. Une des familles, dans le livre, échoue dans un blockhaus, une autre dans une mesure sans eau ni électricité.

Dans ton livre, la parole des femmes a une place particulièrement importante et émouvante. Comment ces femmes, pas toujours aussi impliquées politiquement et syndicalement que leurs compagnons, ont-elles résisté sans jamais rien lâcher ?



Ces femmes que j'ai rencontrées m'ont laissée bouche bée d'admiration. Elles se battaient pour leur famille, mais aussi pour leurs conditions de vie. Elles n'avaient pas besoin de cours syndicaux, elles savaient lire une feuille de paye...

66 ans après la fin de la grève et la répression judiciaire, où en est le combat des survivants pour l'application de l'amnistie de leur condamnation, c'est-à-dire la reconnaissance de la violence de classe qu'ils ont subie ? En 1981, ils commencent à écrire aux différents ministres des tonnes de lettres

décrivant les injustices subies. Ils se sont heurtés à un mur d'indifférence, pour ne pas dire de mépris. Ils ont aussi demandé justice aux tribunaux. Et, après qu'ils eurent gagné en appel grâce à leur avocat Tiennot Grumbach, Christine Lagarde, ministre de l'Économie de Sarkozy, a formé un très élégant pourvoi en cassation, afin qu'ils ne touchent pas les 30 000 euros par famille attribués par les juges. L'an dernier, Pierre Moscovici leur a certifié, par écrit, que l'État ne leur demanderait pas de les rendre. Aujourd'hui, certains continuent de réclamer l'application, à leur sort, des lois d'amnistie de 1981 et 1984, afin d'obtenir la reconstitution de leur carrière dans les mines. Je ne pense pas que le gouvernement se presse trop. D'après Norbert Gilmez, un des anciens grévistes, « ils attendent qu'on soit tous morts... »

Propos recueillis par Cathy Billard

1 - Calmann-Lévy, 2014, 17,50 euros.

Samedi 3 mai, dans le cadre de la fête du NPA75, Dominique Simonnot participera à un débat « La violence sociale de l'après guerre et des trente glorieuses » avec Gérard Delteil, auteur du livre *Les Années rouge et noir* (cf. entretien dans *L'Anticapitaliste* n°229).

Essais



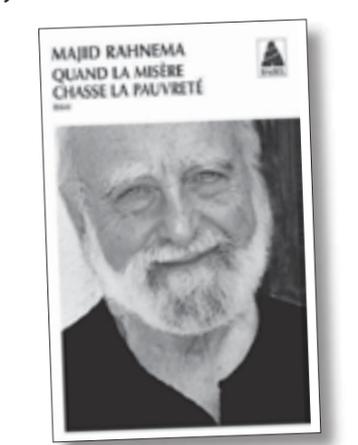
Qui veut tuer La Poste ?
Chronique d'un démantèlement,
Thierry Brun, Politis, 2013, 10 euros.

« **F**ermeture de bureaux de poste, dégradation du service rendu aux usagers, mal être au travail... Tels sont les effets de la politique de « performance » menée depuis près de dix ans à La Poste. Au nom de quels intérêts ce service public emblématique est-il passé sous statut privé en 2010 ? Pourquoi la consultation nationale organisée en octobre 2009 contre la privatisation est-elle restée lettre morte en dépit de son succès populaire ?

Comment l'engagement de l'opérateur postal dans un marché européen totalement ouvert à la concurrence a-t-il provoqué une crise sociale majeure et un ensemble de drames humains au sein de l'entreprise ? » Voilà ce que l'on peut lire en quatrième de couverture de ce petit livre instructif.

Les réponses ont à voir avec un débat qui va constituer l'actualité des semaines à venir, la construction européenne, (ultra)libérale. Celle-ci met au centre le principe de « concurrence libre et non faussée » incompatible avec le principe de service public universel égalitaire. Aussi il n'est pas surprenant que l'on ait réservé à la « consultation nationale sur la privatisation de la Poste » organisé en octobre 2009 le même sort que celui du référendum sur le Traité constitutionnel européen de 2005 : la poubelle ! Lorsque « les élites », de gauche comme de droite, communiquent sur le même credo libéral, le vote n'est pas d'un grand poids. Le démantèlement des PTT initié sous la « gauche » (ministre Quilès), poursuivi sans relâche depuis, avec la complicité de personnalités du monde syndical (rapport Kaspar, ancien secrétaire général de la CFDT), s'est fait au détriment du service rendu au public, au détriment des salariéEs de La Poste et de Orange pour les télécommunications, transformées en entreprises commerciales au bénéfice de quelques actionnaires. Le

Capital exige sa livre de chair, au nom de la modernité, et le suicide au travail n'est-il pas devenu « une mode » selon un PDG d'Orange ! Ainsi va la barbarie capitaliste.

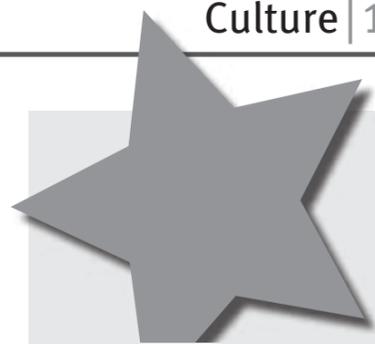


Quand la misère chasse la pauvreté, Majid Rahnama,
Babel Actes Sud, 2004, 9,70 euros.

Ancien diplomate iranien, l'auteur, haut fonctionnaire des Nations unies à l'Unesco et au PNUD, a écrit il y a déjà plus de 10 ans un livre paradoxal par rapport

à son parcours personnel. Dans son ouvrage *L'Écologie radicale* (Infolio 2012), Frédéric Dufoing le mentionne largement et dit qu'il « pose une question cruciale, celle de l'aide au pays « pauvres ». Car s'il faut effectivement aider dans l'urgence, l'aide instituée et constante... vise en premier lieu à aider les donateurs, à maintenir les dispositifs qui perpétuent leurs positions de pouvoir et leurs privilèges sociaux, tout en dépossédant les pauvres de leurs moyens de lutter contre la misère ».

La thèse de Rahnama est que la vie pauvre permettait la satisfaction des besoins essentiels, et les rapports humains en étaient un des fondements. L'irruption de l'économie dans des schémas ancestraux, en supprimant des cultures vivrières, en créant des besoins nouveaux, a fait le lit de la misère et de la frustration permanente qui l'accompagne... Sans bien entendu vouloir, comme Rahnama a tendance à le faire, idéaliser la pauvreté, ni le « c'était mieux avant », on ne peut que constater que sa démonstration trouve de multiples illustrations. Par exemple à travers les effets néfastes de l'agro-industrie au Cambodge (cf. la rubrique « Un monde à changer » en page 3 de ce numéro)...
Catherine Segala



COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA
librairie
la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris
Tél. : 01 49 28 52 44
Fax : 01 49 28 52 43

www.la-breche.com
contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :
Lundi : 14 h – 20 h,
mardi au samedi :
12 h – 20 h

Cinéma



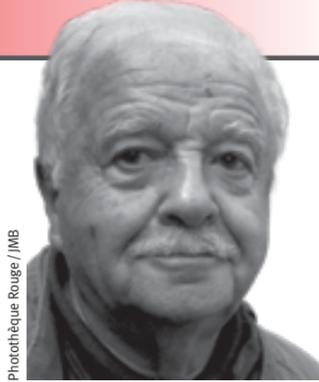
My sweet pepper land
de Hiner Saleem. Avec Golshifteh Farahani, Korkmaz Arslan et Suat Usta.
Sortie le mercredi 9 avril

Voilà un film qui laisse un goût de plaisir particulier. Deux fonctionnaires du nouvel État kurde créé à la suite de l'effondrement de l'Irak vont prendre leur poste dans un village situé à la limite de la frontière avec le Kurdistan turc. Elle, Govend, institutrice, vient ici pour mettre de la distance avec sa famille, un père et ses six frères. Lui, Baran, officier de police, ancien résistant de la lutte d'indépendance, veut fuir une mère abusive qui cherche à le marier, et il tient aussi à s'éloigner du pouvoir central dont il ne veut pas partager les turpitudes. Tous les deux sont des hussards du nouvel État, avec pour mission faire respecter la loi et la scolarisation des enfants. Dès leur arrivée, ils vont être en butte tout à la fois à un mafieux local qui fait régner depuis longtemps sa propre loi mais aussi au poids de la tradition qui pèse de façon particulièrement violente sur les femmes. Ces deux-là ne peuvent pas gagner. Pendant tout le film, on reste suspendu par cette évidence, fasciné par la beauté des personnages, des paysages, la violence des situations, et l'humour féroce qui imprègne ce film. À ne pas manquer.
Jean-Marc Bourquin



L'Anticapitaliste | Libre expression

“ Alors que s’approchent les élections européennes, sous le discours doucereux, la volonté de restreindre plus encore les libertés fondamentales, jusqu’à les abolir ”



Photothèque Rouge / JMB

Historien de la répression, comme il aime à se définir, Maurice Rajsfus a consacré de nombreux ouvrages à la police : celle de Vichy comme celle de la République. Son dernier livre paru est la Censure militaire et policière 1914-1918¹. Président de l'Observatoire des libertés publiques, il n'a cessé de décrire les forces de l'ordre pour ce qu'elles sont : une cohorte toujours sensible à l'idéologie autoritaire et constamment disponible pour traquer les parias du moment. Il a décidé de rejoindre la liste présentée par le NPA en Île-de-France pour les élections européennes. Nous lui avons ouvert nos colonnes.

Quelle Europe ? Pour quels Européens ? Quels peuvent être les enjeux des prochaines élections européennes ? S'agit-il de développer un espace de liberté ? Au contraire, à l'évidence, le projet consiste surtout à renforcer l'aspect de l'Europe forteresse, dont les partisans convaincus sont résolus à en interdire l'entrée aux parias du tiers monde. Le résultat de la consultation du 25 mai prochain semble ne pas faire de doute si l'on en croit les instituts de sondage. Profitant d'une abstention massive, le Front national serait en mesure de tirer les marrons du feu d'une consultation qui n'intéresse pas la majorité des exploités, et pas davantage la masse des chômeurs.

Le projet consiste surtout à renforcer l'aspect de l'Europe forteresse, dont les partisans convaincus sont résolus à en interdire l'entrée aux parias du tiers monde.

Les optimistes ont toujours voulu nous convaincre que la France était un pays de gauche. Grave erreur d'analyse. Le pays des droits de l'homme est surtout peuplé de petits rentiers de l'espérance. Le temps est passé, mais une pauvre ambition demeure chevillée au corps de ceux qui ne seront jamais des nantis. Seules les révolutions bourgeoises ont été victorieuses, avant de céder la place à des régimes résolument réactionnaires. Quant aux révoltes populaires, tout comme les jacqueries du Moyen-Âge, elles se sont toujours terminées dans le sang. Ce n'est pas là un constat pessimiste mais de la simple lucidité, et même une base de réflexion indispensable pour bien comprendre notre temps, tout comme les difficultés des plus



modestes de nos concitoyens à se dresser contre ceux qui se considèrent comme leurs maîtres naturels. Il y a une cinquantaine d'années, lorsque l'on citait Bertold Brecht, « *Le ventre est encore fécond, d'où a surgi la bête immonde !* », la certitude était forte qu'il s'agissait, heureusement, d'un fantôme du passé que l'on agissait pour se faire peur. Pourtant, peu après la défaite des États totalitaires, les rescapés ou les héritiers d'une certaine mouvance fasciste n'hésitaient pas à gesticuler de nouveau. En 1945, nous avons vu apparaître le Parti républicain de la liberté (PRL) de Frédéric Dupont, précédant la reparation un an plus tard de l'Action Française, sous son titre d'Aspect de la France. Au début des années 1950, c'était la naissance, puis le développement rapide du mouvement poujadiste, essentiellement composé de petits commerçants et d'artisans qui, sous couvert de protestation contre la contrainte fiscale, laissaient entrevoir des idéaux proches du corporatisme fasciste. C'est avec étonnement qu'on assistera, le 2 janvier 1956, à l'élection de 52 députés de ce mouvement populiste, soi-disant animé par des revendications purement professionnelles. Parmi eux, le jeune

Jean-Marie Le Pen, élu député du 5^e arrondissement de Paris. Il n'était pas étonnant de voir rapidement la plupart de ces élus, soi-disant apolitiques, prendre le parti de l'Algérie française. C'est l'époque où une première tentative de leadership de l'extrême droite se faisait jour, derrière l'avocat pétainiste Tixier-Vignancour. Les vieux débris vichystes, avec d'anciens de la Milice de Damand et de la LVF, alliés à la racaille poujadiste, relevaient la tête, sans toutefois réaliser de grands scores aux diverses consultations électorales. Il faudra attendre les campagnes anti-immigrés de Jean-Marie Le Pen, dix ans après la création du Front national en 1972, pour que l'extrême droite, ravie du discours sur « *le détail de l'histoire* », commence effectivement à ressembler à « la bête immonde ». Par ailleurs, il est impossible de négliger le fait que, régulièrement, lorsque la droite dite républicaine se sentait menacée, la tentative de rapprochement avec le Front national devenait de plus en plus visible. Ainsi, lors des élections à la présidence des régions en 1998. Malgré la constitution du réseau Ras l'Front, après l'Appel des 250 en mai 1990, et son rapide succès, l'opinion publique n'a jamais réellement pris conscience du danger que pouvait représenter le Front

Les fachos, déguisés en défenseurs de la République, et même de la laïcité, n'ont guère changé de nature.

national, surtout depuis qu'il tente de lisser son image avec Marine Le Pen. Il est bien évident désormais que, sous son image se voulant respectable, le FN n'a plus d'autre programme que la conquête du pouvoir. Les fachos déguisés en défenseurs de la République, et

même de la laïcité, n'ont guère changé et la jeune génération des frontistes est identique à ceux que Anne Tristan décrivait dans son livre *Au Front* en 1987 : « *Ces gens-là s'aiment de pouvoir haïr ensemble !* ». En 2014, alors que s'approchent les élections européennes, il est possible de percevoir, sous le discours doucereux, la volonté de restreindre plus encore les libertés fondamentales, jusqu'à les abolir.

L'UMP est tout aussi dangereuse pour la démocratie que le Front national, l'un servant de marchepied à l'autre.

Personnellement, je n'en reste pas moins persuadé que, dans la perspective des élections européennes, l'UMP est tout aussi dangereuse pour la démocratie que le Front national, l'un servant de marchepied à l'autre. Il suffit d'écouter le discours d'un faux témoin comme Laurent Wauquiez ou celui de l'un des leaders de la « Droite forte », comme Geoffroy Didier, pour être convaincu que cette racaille – qui se veut convenable – fait courir un grave danger à la masse de ceux qui se plaisent à laisser entendre qu'ils « ne font pas de politique ! ». Quelle différence peut-il y avoir entre les forcenés du Front national et la droite dite républicaine, les uns exprimant à voix haute ce que les autres répugnent encore à formuler ? Alors que se profile une entrée massive au Parlement européen de représentants de la droite extrême, élus « démocratiquement », en Hongrie, aux Pays-Bas ou en Finlande, voire en Belgique, qu'en sera-t-il de cette Europe, bien plus répressive que démocratique ?

1 – Le Cherche-Midi, 2014, 19,50 euros.

Vu ailleurs

le Parisien **ARMÉNIE.** 99 ans après le génocide arménien, la famille de Léon, pourtant né en France, porte toujours le poids de la douloureuse histoire de la mort d'un million et demi de personnes. Il conserve scrupuleusement tous les articles qui évoquent l'Arménie et son peuple. Dernier en date, celui qui relate les excuses d'Erdogan, Premier ministre turc aux petits-enfants des Arméniens tués en 1915, en référence au drame survenu entre 1915 et 1917 qui a coûté la vie à 1,5 million d'Arméniens, accusés de trahison avec l'ennemi russe et persécutés à mort. « Un million et demi de personnes, c'est les trois quarts de la population arménienne », recadre Léon Papazian, 77 ans, tapissier à la retraite, à Livry-Gargan. Il ne sait pas si « de son vivant » la Turquie reconnaîtra ce génocide qui ne fait plus débat chez les historiens. « C'est à cause de ce qui a été commis à l'époque ottomane que les Arméniens sont dans le monde entier et ont tant souffert », insiste Léon Papazian. Une supplique que les Papazian perpétuent de génération en génération. [...] Ce qu'il sait de ces heures noires de l'humanité, Léon Papazian le tient de son père, Sarkis. « Il fallait vraiment lui poser des questions, car il ne voulait pas raconter, il voulait oublier, ma mère, elle pleurait à chaque fois que je lui posais une question, alors j'ai arrêté », se souvient Léon Papazian. Son père lui a parlé de « femmes enceintes éviscérées, de ces églises brûlées avec les gens dedans, des assassinats, son frère est mort dans ses bras... » Léon aurait dû s'appeler Kevorkian mais son père a pris le nom d'un ami mort pour déserteur l'armée où il était enrôlé. Dans les années 1920, la plupart des Arméniens, arrivaient par bateau à Marseille et s'installaient où le travail les accueillait. Pour Sarkis Papazian, ça a été les usines Renault, en 1924, à Boulogne. [...]

« Le massacre des Arméniens hante encore les Papazian », Carole Sterlé, *le Parisien*, édition 93, samedi 26 avril 2014.

S'abonner à l'Anticapitaliste

Par prélèvement automatique, Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo + Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre
<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322554755

Date : Signature obligatoire : _____

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM	
Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo	Hebdo
<input type="checkbox"/> 6 mois 28 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 €
<input type="checkbox"/> 1 an 56 €	<input type="checkbox"/> 1 an 40 €
Mensuel	Mensuel
<input type="checkbox"/> 6 mois 22 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 18 €
<input type="checkbox"/> 1 an 44 €	<input type="checkbox"/> 1 an 36 €
Hebdo + Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 6 mois 50 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 €
<input type="checkbox"/> 1 an 100 €	<input type="checkbox"/> 1 an 76 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org